

Numéro 28 - 14 juillet 2018

## **L'OTAN intensifie les préparatifs de guerre impérialistes** **Le sommet montre les dangers que posent les intérêts nationaux des puissances impérialistes**



Manifestation contre l'OTAN à Bruxelles le 7 juillet 2018

### **L'OTAN intensifie les préparatifs de guerre impérialistes**

- Le sommet montre les dangers que posent les intérêts nationaux des puissances impérialistes
- C'est aux peuples du monde à faire échec à la course à la guerre des impérialistes
- Le Canada prolonge et élargit sa participation à la mission de l'OTAN en Lettonie
- Le Canada assumera le commandement d'une mission d'entraînement de l'OTAN en Irak
- Conférence internationale du Conseil mondial de la paix contre l'OTAN
- Un fonds de l'industrie militaire pourrait encourager le développement et l'exportation d'armes controversées - Réseau européen contre le commerce des armes

### **Les jeux de guerre RIMPAC accroissent les tensions en Asie-Pacifique**

- Opposons-nous vigoureusement à ce plus grand exercice de guerre au monde! - Yi Nicholls

- L'opposition des peuples à RIMPAC
- Lutte pour l'influence dans le Pacifique Ouest - *German-foreign-policy.com*

### **Le Non! du peuple haïtien signifie Non!**

- Les manifestations populaires exigent la destitution du gouvernement corrompu et la fin de l'ingérence étrangère

### **Palestine**

- Le mouvement de résistance ne se soumettra jamais aux machinations impérialistes
- « Le deal du siècle » n'a rien de nouveau, et l'Autorité palestinienne n'est pas à plaindre - *Ramzy Baroud*

### **Développements dans les relations intercoréennes et RPDC-États-Unis**

- Les États-Unis doivent prendre des mesures pour réaliser la paix avec la RPDC comme première étape
- Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC sur les pourparlers de haut niveau
- Évolution positive des relations intercoréennes
- Les travailleurs prennent les devants dans l'application de la Déclaration de Panmunjom et la lutte pour la paix
- La base militaire de Séoul déménagée à Pyeongtaek

### **Le sommet de l'OTAN intensifie les préparatifs de guerre impérialistes**

## **Le sommet montre les dangers que posent les intérêts nationaux des puissances impérialistes**



Bruxelles, Belgique, 7 juillet 2018. Sur la bannière : « Oui à la paix ! Non à l'OTAN ! »

Alors que les pays de l'OTAN se querellent avec les États-Unis pour le contrôle de l'Europe et la domination de l'Asie, des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue pour



s'opposer au sommet de l'OTAN de 2018 à Bruxelles et à la visite subséquente du président américain Donald Trump en Angleterre et en Écosse. Les actions des peuples mettent fermement à l'ordre du jour leurs revendications pour la paix et la fin de l'agression, de la guerre et de l'occupation, y compris le démantèlement du bloc agressif de l'OTAN dirigé par les États-Unis.

*Le Marxiste-Léniniste* salue tous ceux qui se sont rassemblés à Bruxelles, en Angleterre et en Écosse pour défendre les revendications du mouvement mondial pour la paix et s'opposer à la réaction et à la guerre impérialistes. Ces interventions montrent clairement la nécessité pour les peuples de bâtir de solides fronts nationaux et un solide front international contre la guerre et pour des relations pacifiques entre les pays basées sur l'avantage réciproque et la reconnaissance de la souveraineté de toutes les nations, et non pas sur la loi du plus fort.



**Manifestation de masse contre la visite du président américain Trump à Londres, le 13 juillet 2018. Trump a été tenu à l'écart de Londres en raison de l'opposition massive à sa visite, une indication de l'ampleur de l'opposition à ses positions réactionnaires et au bellicisme américain, ainsi qu'au gouvernement britannique de Theresa May pour l'avoir invité.**





Manifestation à Glasgow, le 13 juillet 2018







**Dix mille personnes manifestent à Édimbourg le 14 juillet 2018 contre la visite du président américain. Trump est allé en Écosse pour visiter l'un de ses terrains de golf.**

Les dirigeants de l'OTAN déclarent que le Sommet tenu à Bruxelles du 11 au 12 juillet a atteint tous ses objectifs : accroître les dépenses de guerre, renforcer la mainmise de l'OTAN sur l'Europe de l'Est, poursuivre l'encerclement de la Russie, stabiliser l'emprise de l'OTAN sur l'Afghanistan et l'Irak et « protéger l'Europe » contre l'incursion de migrants d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale. Les États-Unis ont exploité les contradictions entre eux et les grandes puissances d'Europe, ainsi que parmi les puissances européennes, en faveur de leurs intérêts qui sont de « redonner sa gloire à l'Amérique ». Mais c'est en vain puisque ces contradictions ne feront que s'approfondir dans l'avenir immédiat. En fait, les développements récents ont mis en évidence le fameux dicton : « Les nations n'ont pas d'amis permanents et pas d'ennemis permanents, seulement des intérêts permanents. » Tant que ce sera le cas, les intérêts et la souveraineté des peuples du monde seront foulés au pied.

Le premier jour du Sommet, Trump a commencé par réitérer la demande que tous les membres de l'OTAN atteignent l'objectif des dépenses militaires de 2 % du PIB mais avec une date rapprochée, soit janvier 2019, six ans plus tôt que convenu. À la fin de la journée, il a dit que l'objectif doit être de 4 %. Le lendemain il menacé les autres pays de l'OTAN en disant que s'ils n'atteignent pas la barre des 2 % avant janvier, les États-Unis pourraient faire cavalier seul. Le résultat fut une réunion d'urgence convoquée par le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, après quoi Trump a déclaré que « l'engagement était de 2 %. Ultimement, ça va être beaucoup plus » et que Stoltenberg fournirait les chiffres précis. Les membres de l'OTAN, outre les États-Unis, prévoient augmenter leurs dépenses militaires d'un montant total de 11 milliards de dollars américains cette année.



Le président américain a donc encore une fois utilisé d'hooliganisme pour imposer les demandes américaines, faisant de l'augmentation des dépenses de guerre le point de référence sur tous les sujets abordés lors de la discussion et forçant les autres pays à y répondre. Le premier ministre Trudeau a réitéré que le Canada n'augmentera pas ses dépenses militaires pour l'instant parce que les dépenses militaires du Canada ont déjà augmenté de 70 % pour la prochaine décennie. « Le président a toujours été convaincu qu'il voulait voir les gens dépenser davantage pour la défense dans leur pays et nous sommes très heureux de le faire, a-t-il dit en point de presse. Nous allons toujours progresser, avec de l'argent mais aussi avec des engagements et de la capacité, c'est ce que l'OTAN recherche. » Il a dit que le Canada a réaffirmé son engagement à consacrer l'équivalent de 2 % de son PIB aux dépenses militaires et à inverser toute réduction. Une réponse similaire a été donnée par d'autres dirigeants.

Plus tard, lors d'une conférence de presse, Stoltenberg a déclaré : « Tous les alliés ont clairement compris le message du président Trump : nous comprenons que ce président américain prend très au sérieux les dépenses de défense, et cela a un impact évident. »

Avant même le début du Sommet, Trump a clairement imposé la politique américaine de contrôle de l'Europe quand il a accusé l'Allemagne d'être « captive de la Russie » à cause du gazoduc extracôtier de Nord Stream qui acheminera le gaz russe vers l'Allemagne à travers la mer Baltique, contournant une route terrestre devant passer par l'Ukraine. Le département d'État américain a averti les entreprises européennes impliquées dans l'accord sur le gazoduc que le projet pourrait diviser l'Europe et qu'elles risquaient des sanctions. Cela a provoqué l'ire de la chancelière allemande Angela Merkel et des entreprises allemandes qui ont rejeté le diktat américain sur la politique énergétique européenne.

Mais il n'y avait pas de position unanime contre les États-Unis cette fois-ci, contrairement à ce qui s'est produit au Sommet du G7 au Québec sur la question des tarifs. La ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, s'est rangée du côté des États-Unis contre l'Allemagne en disant qu'« il y a une raison pour laquelle il y a des sanctions significatives de l'Occident contre la Russie ». Elle a dit que « ces sanctions devront rester en place tant que la Russie continuera ses actions illégales » et que « le Canada a d'importantes préoccupations concernant le projet Nord Stream. »

Cette position montre une fois de plus que la politique étrangère du Canada est non seulement dirigée par les États-Unis, mais aussi inspirée par la loyauté envers les collaborateurs nazis en Ukraine et dans les Républiques baltes. Les Canadiens ne partagent pas du tout cet « intérêt national » à encercler la Russie sur la base d'une campagne de peur qui rappelle la Guerre froide.



Dans ce numéro, *Le Marxiste-Léniniste* présente des informations sur le rythme accéléré des préparatifs de guerre des puissances impérialistes et appelle ses lecteurs à exprimer leur opposition à des relations étrangères du Canada basées sur ces agissements guerriers, étroits et réactionnaires et à rejeter cette définition de l'intérêt national du Canada. Il les appelle à exiger que les troupes canadiennes soient retirées de tous les pays étrangers, que le Canada sorte de l'OTAN et que l'OTAN soit démantelée.

(Avec des informations de : OTAN, CBC, Washington Post. Photos : Workers Weekly, Congrès des syndicats écossais, Scotland Against Trump, D. Ferguson, LML)



---

## **C'est aux peuples du monde à faire échec à la course à la guerre des impérialiste**

Le sommet de l'OTAN et les événements liés au sommet ont fourni une nouvelle occasion de répandre des mensonges au sujet de l'OTAN, en la qualifiant d'alliance pour la paix alors qu'en fait elle est et a toujours été une alliance pour l'agression et la guerre. Lors de la conférence de presse tenue avant le sommet le 10 juillet, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a dit : « L'OTAN incarne le lien entre l'Europe et l'Amérique du Nord, un lien qui protège nos peuples

depuis presque soixante-dix ans. » Au contraire, elle a fait partie de la course à la guerre qui a été instiguée par les impérialistes anglo-américains après la Deuxième Guerre mondiale et a été initiée par le discours raciste et anticomuniste de Winston Churchill à Fulton, au Missouri, le 5 mars 1946.



**Manifestation à Athènes, en Grèce, le 11 juillet 2018 contre le Sommet de l'OTAN (S. Kamanolis)**

« Nous sommes une alliance qui existe pour empêcher les conflits et pour maintenir la paix, une alliance qui sait s'adapter en permanence à un monde qui change, et avant tout une alliance qui est à la hauteur de ses engagements », a déclaré Jens Stoltenberg..

Le premier ministre du Canada Justin Trudeau a repris cette désinformation lorsqu'il a pris la parole en Lettonie le 10 juin et dit que l'OTAN appuie un ordre international qui repose sur des règles depuis maintenant 75 ans.

Dire que l'OTAN appuie depuis 70 ou 75 ans un ordre international reposant sur des règles est intéressé et hypocrite. L'OTAN a été créée comme une partie intégrante de la guerre froide que les impérialistes anglo-américains ont lancée pour s'opposer à l'Union soviétique et au communisme afin de s'assurer qu'après la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement des peuples du monde pour une paix durable, pour la liberté et la paix ne puisse pas s'implanter. Elle a été créée pour faire en sorte, entre autres choses, que la dénazification de l'Europe ne soit pas réalisée, et la machine nazie a d'ailleurs été incorporée dans les agences d'État anglo-américaines.

Politiquement, des pays comme l'Italie et la France ont adopté des systèmes électoraux dont l'objectif était d'empêcher l'instauration du pouvoir populaire. L'impérialisme anglo-américain a aussi imposé la division de l'Allemagne pendant plusieurs décennies, une division pour laquelle il a blâmé le communisme. Il a porté cette accusation bien que ce soient les impérialistes américains qui ont divisé l'Allemagne et refusé de la réunifier, ayant utilisé cette méthode auparavant en Corée, puis au Vietnam tandis que les impérialistes britanniques ont divisé l'Inde, organisé le régime fasciste en Grèce et les atrocités en Indonésie et la liste ne s'arrête pas là.

Ensemble, les impérialistes anglo-américains ont organisé des opérations occultes pour miner le mouvement des peuples pour la paix, la démocratie et la liberté au moment où la paix était le plus grand besoin des peuples du monde et que ce besoin ne pouvait pas être comblé sans l'établissement d'une démocratie internationale et la reconnaissance du droit de toutes les nations, grandes et petites, de déterminer leurs propres affaires. La revendication d'indépendance nationale et de démocratie a surgi comme la revendication la plus importante avec la revendication de la paix.

La création de l'OTAN a consolidé le glissement de considérations politiques vers des



considérations idéologiques, pour servir l'objectif, une fois de plus, de trouver des marchés pour le capital et les produits américains. Ceci avait donné naissance à la politique stratégique de Truman de l'« endiguement du communisme » en mars 1947 que Churchill a épousée dans son discours du « rideau de fer ». Truman a remplacé la tâche immédiate de l'après-guerre de liquidation de la machine de guerre nazie, du nazisme, du fascisme et du militarisme par la politique d'« endiguement du communisme ». Les États-Unis ont commencé à établir le plus grand nombre de bases militaires que possible dans le monde et ont également formé des alliances militaires contre l'Union soviétique, leur allié pendant la guerre.

Le premier objectif du mouvement pour la paix était de lutter contre la scission des alliés du temps de guerre et de faire avancer leur unité politique malgré leurs différences idéologiques, c'est-à-dire la coexistence pacifique entre pays ayant des systèmes sociaux différents et opposés. Le mouvement pour la paix était également dirigé contre la militarisation de l'économie et le bellicisme des États-Unis et la militarisation du monde entier par les bases et les alliances militaires. Le mouvement pour la paix a mis les considérations politiques au premier plan et la paix est devenue la question politique la plus urgente de l'après-guerre pour tous, quelles que soient leurs positions idéologiques.

Quelques jours après que Churchill ait prononcé son discours tristement célèbre sur le rideau de fer, le dirigeant soviétique Joseph Staline, dans une entrevue à la *Pravda*, a dit que le discours de Churchill avait incontestablement compromis la cause de la paix et de la sécurité et que Churchill se trouvait dans la position d'un fauteur de guerre, et qu'il ne s'y trouvait pas seul. Il appelait à la guerre contre l'Union soviétique. Staline a dit que Churchill rappelait Hitler et ses amis en commençant la préparation à la guerre par la proclamation d'une théorie raciale, et que Churchill également commence la préparation à la guerre en affirmant que seules les nations de langue anglaise sont des nations appelées à diriger les destinées du monde entier. Il a dénoncé le mépris affiché par Churchill des traités qui liaient solennellement l'Angleterre et l'Union soviétique. Il a ridiculisé les paroles de Churchill au sujet des « tendances expansionnistes » de l'Union soviétique et de la subordination des démocraties populaires, attirant l'attention sur l'appui de Churchill pour les anciens collaborateurs nazis. Il a dit que l'observation de Churchill sur l'influence grandissante des communistes en Europe était correcte, car cette influence était le résultat logique de leur lutte intrépide et pleine d'abnégation contre les régimes fascistes. Il a tourné en ridicule la référence condescendante de Churchill aux « petites gens qui vivent dans des maisons modestes », faisant remarquer que ces petites gens venaient juste de chasser Churchill du pouvoir ! Il avait terminé en déclarant que si Churchill réussissait à lancer une guerre contre l'Union soviétique, ce qui était peu probable, car des millions de « petites gens » montaient la garde pour défendre la cause de la paix, il serait certainement battu, de même qu'il avait été battu quand il avait dirigé l'intervention « des quatorze États » contre la Russie en 1919-1920.

Aujourd'hui, l'Union soviétique n'existe plus mais le rôle de rempart contre la réaction et la guerre continue d'être l'unité d'action des peuples du monde pour défendre la paix, de la liberté et de la démocratie. Ce sont les peuples du monde qui doivent faire échec à la course à la guerre des impérialistes.

---

## **Le Canada prolonge et élargit sa participation à la mission de l'OTAN en Lettonie**

Le 10 juillet, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé que le Canada, dans le cadre de l'opération REASSURANCE de l'OTAN visant à encercler la Russie, prolongeait sa mission en Lettonie jusqu'en 2023 et y déployait un plus grand nombre de militaires canadiens, faisant passer leur nombre de 455 à 540. Le Canada dirige le groupement tactique de l'OTAN en Lettonie et a



participé en juin aux importants exercices de guerre de l'OTAN. Trudeau a fait cette annonce à Riga à la suite de sa rencontre avec le premier ministre letton, Maris Kucinskis.

L'opération REASSURANCE repose sur le soutien au régime du coup d'État réactionnaire installé en 2014 en Ukraine soutenu par le Canada, les États-Unis et leurs alliés, et sur la désinformation au sujet du référendum par lequel le peuple de Crimée a décidé de faire partie de la Russie.

Trudeau a profité de l'occasion pour cibler à nouveau la Russie afin de justifier le bellicisme de l'OTAN et la participation du Canada. « Nous espérons sincèrement que le message soit clairement transmis au président Poutine que ses actions de déstabilisation et de mépris de l'ordre international fondé sur des règles qui ont été soutenues avec succès par l'OTAN au cours des 75 dernières années sont extrêmement sérieuses », a déclaré Trudeau.

Trudeau a également rencontré le président letton, Raimonds Vejonis, le même jour. Il a également déposé une gerbe au « Monument de la liberté » et participé à plusieurs activités sur une base militaire d'Adazi. Trudeau a également assisté à une veillée aux chandelles à un monument commémoratif letton « Aux soldats tombés au combat », à un déploiement de véhicules du contingent international et a rencontré les militaires canadiens.



Le « Monument de la Liberté » de Riga est un foyer d'événements qui falsifient les faits au sujet de la libération de la Lettonie des nazis par l'Armée rouge soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale la présentant comme une agression et une occupation. C'est aussi le site des commémorations publiques des criminels de guerre lettons qui ont collaboré avec les nazis, faussement qualifiés de « combattants de la liberté ».

La Lettonie est également un des pays auxquels Hommage à la liberté, une organisation privée liée à des collaborateurs nazis lettons, fait appel pour financer le monument anticomuniste que le gouvernement Trudeau construit à Ottawa. Ce monument, censé commémorer le Canada comme une « terre d'accueil » pour les « victimes du communisme », vise en fait à réhabiliter les nazis et les collaborateurs nazis comme ceux de Lettonie. Le soutien public des Canadiens à ce projet extrémiste est pratiquement inexistant, ce qui rend nécessaire

le soutien de bailleurs de fonds étrangers (ainsi que du gouvernement canadien).[1] Cela montre

également avec clarté l'hypocrisie de l'hystérie des libéraux de Trudeau au sujet de « l'ingérence étrangère » dans la politique canadienne, alors qu'une influence étrangère en soutien aux nazis et au bellicisme contre la Russie est jugée acceptable et même souhaitable.

La visite de Trudeau en Lettonie souligne les dangers que représente l'adhésion du Canada à l'OTAN, conjuguée à l'assaut idéologique anticommuniste pour transformer l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale en réhabilitation des nazis et diaboliser l'Armée rouge et l'Union soviétique afin de justifier dans le présent l'agression et les crimes de guerre.

## Note

1. [Le financement étranger du monument anticommuniste est une affaire très préoccupante](#) - Louis Lang, LML, Numéro 45 - 11 novembre 2017



---

## Le Canada assumera le commandement d'une mission d'entraînement de l'OTAN en Irak

Le Canada a l'intention de prouver au président des États-Unis, Donald Trump, que même s'il ne consacre pas 2 % de son PIB à la défense, il assumera des dépenses pour des missions liées à l'OTAN qui devraient être comptabilisées dans le 2 %.

Le 11 juillet, Trudeau a annoncé que le Canada assumera le commandement d'une mission d'entraînement de l'OTAN en Irak pour sa première année. La mission est considérée comme une réponse aux demandes des États-Unis pour que l'OTAN « améliore les compétences de l'armée irakienne pour stabiliser le pays et empêcher la réapparition de groupes tels que l'État islamique en Irak et en Syrie (EI) », rapporte la CBC.

À l'heure actuelle, il y a environ 850 soldats et membres d'équipage d'aéronefs canadiens en Irak dans le cadre de l'opération Impact. La mission inclut également jusqu'à 200 soldats des forces spéciales. Le général Jonathan Vance, chef d'état-major de la Défense du Canada, a dit que la mission des Forces spéciales canadiennes se poursuivrait, à l'écart du nouveau déploiement de l'OTAN. Un contingent d'ingénieurs de combat, déjà sous le drapeau de l'OTAN et séparé de l'opération Impact, continuera également d'être indépendant de la nouvelle mission de l'OTAN.



CBC rapporte que la nouvelle mission de l'OTAN « engagera jusqu'à 250 soldats canadiens déployés à Bagdad et dans les environs à l'automne et jusqu'à quatre hélicoptères Griffon.

« La mission d'entraînement, qui est en cours depuis au moins deux ans, sera commandée par un major-général canadien, et les troupes canadiennes fourniront la majeure partie du personnel qui



composera le quartier général, qui protégera les centaines d'autres entraîneurs de l'OTAN qui sont attendus en juillet pour commencer leur travail. »

S'exprimant lors d'un forum organisé par le German Marshall Fund, Trudeau a justifié le rôle accru du Canada en Irak comme étant « la prochaine étape du défi en Irak ». Vaincre l'EI était la première étape, a-t-il dit, « et maintenant nous devons reconstruire cette démocratie et la renforcer ».

Les paroles de Trudeau soulèvent la question de quelle démocratie le Canada devrait participer à reconstruire en Irak selon lui. Depuis l'invasion et l'occupation de l'Irak par les États-Unis en 2003 et le changement de régime qui a suivi, les États-Unis ont cherché à imposer leur volonté au peuple irakien et ont trouvé des collaborateurs locaux pour les aider dans cette mission. La reconstruction et le renforcement d'une soi-disant démocratie qui a été imposée par la force des armes est une contradiction en soi, et ces grands idéaux sont invoqués pour justifier une entreprise entièrement illégitime.

En outre, le fait de considérer que de telles missions constituent un entraînement est utilisé pour dissimuler le caractère injuste et inacceptable de ces missions, même si elles ne sont prétendument pas impliquées dans des combats. Par exemple, les troupes canadiennes sont présentes en Ukraine, non seulement en violation des accords de Minsk qui bannissent la présence de troupes étrangères en Ukraine, mais elles entraînent des forces qui comprennent des unités paramilitaires fascistes. Les troupes canadiennes continuent de faire partie de l'occupation indéfinie de l'OTAN en Afghanistan.



Le moment choisi pour faire ces deux annonces est lié au sommet de l'OTAN de 2018, où le Canada a cherché à atténuer la critique inévitable du président américain Donald Trump pour ses dépenses militaires inadéquates. Le gouvernement Trudeau, en emboîtant le pas à l'agression menée par les États-Unis et l'OTAN en Lettonie et en Irak, prouve que le Canada « fait plus que sa juste part », malgré le fait qu'il ne respecte pas les normes de dépenses militaires des États-Unis et de l'OTAN.

Pour sa part, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a invoqué le terme ronflant de « l'intérêt national » pour justifier la nouvelle mission en Irak, tout en prétendant que se soumettre aux demandes américaines ne fait pas partie de l'équation du gouvernement :

« Notre première - et vraiment notre seule considération - était ce qui servait l'intérêt

national canadien, ce qui servait les Canadiens, ce qu'il convenait de faire pour le Canada compte tenu de notre rôle dans le monde et du très grand intérêt que nous portons en tant que Canadiens à l'ordre international fondé sur des règles et fonctionnel », a-t-elle dit.

Les préparatifs de guerre au nom d'un ordre international fondé sur des règles est clairement le nouveau mantra du gouvernement Trudeau. Ça ne passera pas !)



# Conférence internationale du Conseil mondial de la paix contre l'OTAN



Quelques jours avant le sommet de l'OTAN, les 7 et 8 juillet, le Conseil mondial de la paix (CMP) a organisé une conférence à Bruxelles dans le cadre de sa campagne « Non à l'OTAN - Oui à la paix ». Les participants ont discuté de comment renforcer les mouvements anti-impérialistes pour la paix dans les conditions actuelles. Les participants venaient de mouvements anti-impérialistes pour la paix en Belgique, en Bulgarie, à Chypre, en Espagne, aux États-Unis, en Grèce, en Italie, au Népal, en Norvège, en Pologne, au Portugal, en Serbie et en Turquie.

Le discours d'ouverture a été prononcé par Thanassis Pafilis, secrétaire général du CMP. Il a déclaré en partie :

« Il ne fait aucun doute que, comme nous l'avons proclamé, l'OTAN était et est l'ennemi des peuples et de la paix, la branche armée de l'impérialisme, la dangereuse organisation meurtrière protégeant les intérêts du capital à l'échelle mondiale, qui intensifie son agression contre les peuples, dont les contradictions et rivalités internes mènent à de nouvelles guerres et à leur généralisation possible, et que, de ce point de vue, la lutte des peuples dans son ensemble pour sa dissolution est une priorité immédiate. La lutte des peuples dans les pays membres de l'OTAN pour le désengagement, ainsi que la dénonciation de tous les gouvernements des États membres qui participent et approuvent à l'unanimité ses décisions, sont très importantes. Il n'y a aucun doute sur le caractère impérialiste de l'Union européenne, qui travaille en étroite collaboration avec l'OTAN dans le même but.



« La création d'un monde véritablement de paix où les peuples prospèrent passe par le renversement de la domination impérialiste et de la barbarie dans son ensemble. »

Pafilis a souligné que « dans la région de la mer Méditerranée, nous sommes témoins d'une concurrence féroce pour le contrôle des ressources, de l'énergie et du transport des produits, pour



le contrôle géostratégique. De tels antagonismes se produisent dans le monde entier : de l'Arctique à l'Asie du Sud-Est, du Caucase aux Balkans et en Afrique, la guerre économique entre les États-Unis, l'UE, la Chine et d'autres grandes puissances s'intensifie : la planète entière ressemble à un volcan avec pour le moment de petites explosions mais qui promet de plus grandes conflagrations, comme l'histoire l'a montré. Cette situation souligne aussi le devoir de la lutte des peuples contre les interventions et les guerres impérialistes et leurs causes. »



Le mouvement « La Norvège pour la paix » a fait référence aux aspirations de l'OTAN à dominer l'Atlantique Nord et l'Arctique. En Norvège, il existe des bases navales américaines et un aéroport civil est en cours de rénovation pour l'intégrer à la force militaire de l'OTAN. En outre, un système de surveillance de l'OTAN (Globus 3) a été installé près de la frontière avec la Russie. L'Accord entre les États-Unis et la Norvège de novembre 2017 sur l'information radar permet à l'OTAN de se procurer des informations provenant de la Finlande et de la Suède. Un vaste exercice militaire de l'OTAN - le plus important depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale - aura lieu à la fin du mois d'octobre dans la région scandinave. Il y aura 35 000 soldats de 30 pays, 150 avions de

combat et 70 navires de guerre. Les exercices incluront la Suède, la Finlande et les pays baltes et le scénario est que la Norvège est attaquée par la Russie.

Le Conseil national bulgare pour la paix s'est adressé aux tensions croissantes entre l'OTAN et la Russie dans la mer Noire, la présence militaire de l'OTAN dans la région et l'intégration stratégique de l'ex-République yougoslave de Macédoine et des autres pays des Balkans de l'ouest à l'OTAN.

L'intensification de la présence militaire de l'OTAN en Europe de l'Est, dans les Balkans et dans les États baltes et la propagande aux États-Unis ont été analysées par le représentant de la Coalition nationale contre la guerre aux États-Unis.

Le représentant du Comité contre la guerre de Milan a souligné que l'Italie est un point stratégique pour l'OTAN avec des armes militaires, navales, aéroportées et nucléaires réparties dans tout le pays. Le commandement de l'OTAN est stationné à Naples. La Sicile est le centre des télécommunications par satellite de l'OTAN et des drones qui peuvent fonctionner dans le monde entier ; en Sardaigne, il existe une base cruciale pour les exercices militaires et des essais d'armes nucléaires, ce qui entraîne des taux élevés de cancer dans la région. Il a dénoncé le gouvernement italien pour ses dépenses militaires de 70 millions d'euros par jour, et pour participer et mettre en oeuvre toutes les décisions de l'OTAN. Il a évoqué le rôle du gouvernement italien dans l'invasion de la Libye, mettant les bases aériennes du pays à la disposition de cette agression de l'OTAN.

Paula Polanco, président du mouvement belge INTAL, a souligné que le devoir du mouvement pour la paix est de créer des mouvements forts dans chaque pays contre l'OTAN, les États-Unis et l'UE et de lier la lutte anti-impérialiste à la lutte pour la justice sociale. Elle a également exigé le retrait de la Belgique de l'OTAN.

Le « Forum de Belgrade pour un monde d'égaux » a été présidé par le dernier ministre yougoslave des affaires étrangères, Zivadin Jovanovic, qui a souligné l'opposition du peuple et du mouvement pour la paix en Serbie à l'adhésion à l'OTAN ou à toute alliance militaire. Il a cité une

enquête réalisée en mars dernier qui montre que 90 % de la population serbe s'oppose à son adhésion à l'OTAN. Cependant, il a ajouté que « l'OTAN intensifie sa propagande dans le pays ». La « Commission 100 n » a récemment été annoncée pour promouvoir la propagande sur les avantages que la Serbie aurait si elle adhéra à l'OTAN, une « alliance d'États développés, riches et humanitaires ».

Le Conseil portugais pour la paix et la coopération a condamné les activités impérialistes meurtrières de l'OTAN, ainsi que la Coopération européenne structurée permanente (PESCO), exigeant que les forces armées portugaises ne participent pas aux missions de l'OTAN et de l'UE. La campagne du CPCPM « Non à l'OTAN - Oui à la paix », à laquelle des dizaines d'organisations portugaises participent avec des événements et le partage de matériel, fait la promotion de la lutte contre l'OTAN, a également fait savoir le délégué portugais.

Le représentant de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD) a souligné que depuis les premières années de sa création, la FMJD a combattu les actions et les crimes de l'OTAN et que l'histoire de l'OTAN est cousue d'interventions, de coups d'État et de renversements violents qui ont conduit des millions de personnes à la misère, la mort et le déplacement. « Les plans de l'OTAN, cette machine de guerre impérialiste, sont condamnés par des millions de personnes et de jeunes dans des douzaines de pays. Nous coordonnons notre action avec notre organisation fraternelle, le CMP, contre l'ennemi commun, l'impérialisme, ses mécanismes et ses plans. Nous exprimons notre solidarité militante avec les justes luttes des peuples sous occupation, confrontés à la menace et l'intervention impérialiste », a-t-il déclaré.

Le représentant du Comité grec pour la paix et la détente internationale (EEDYE) a appelé les représentants des autres mouvements anti-impérialistes pour la paix à renforcer la lutte « pour fermer les bases et le siège euro-atlantique, pour sortir nos pays des organisations et des alliances impérialistes, pour exprimer notre solidarité avec les peuples menacés par l'impérialisme, le chantage et les interventions militaires ». Seule la lutte organisée des peuples pour être souverains dans leur propre pays et les propriétaires des richesses qu'ils produisent peut garantir une paix réelle et la justice sociale, a conclu le représentant d'EEDYE.

Le représentant du Comité de la paix de la Turquie a souligné qu'il est important de mettre l'accent sur le système impérialiste et ses instruments, comme l'OTAN, plutôt que de se concentrer sur les dirigeants individuels, tout en donnant l'exemple des États-Unis et de son président. Il a également souligné que l'impérialisme continue de concentrer son attention sur l'Europe de l'Est, les Balkans, la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient et que la lutte pour la paix dans ces régions est particulièrement importante.

Le délégué du Conseil de la solidarité et de la paix au Népal a noté que « nous appuyons en tant que membre du secrétariat du CMP (Coordinateur du CMP en Asie/Pacifique) ses actions et initiatives, qui continueront aussi longtemps que l'OTAN existera. Nous luttons pour démasquer son caractère criminel et impérialiste, comme c'est documenté en Yougoslavie et en Afghanistan, en Iraq, en Syrie et au Yémen. L'OTAN est également active dans notre région, que ce soit par l'intermédiaire de bases militaires américaines ou de l'OTAN, ou par le biais des accords bilatéraux de coopération militaire, qui existent avec la plupart de nos pays avec les États-Unis », a-t-il ajouté. Il a enfin mentionné que « la réunion régionale Asie-Pacifique à Katmandou se tiendra à la fin du mois de juillet, où nous discuterons de questions brûlantes telles que la situation autour de la péninsule coréenne, la mer de Chine méridionale et les plans impérialistes dans la région ».

Après la conférence, les participants ont pris part au rassemblement contre l'OTAN à Bruxelles. Au moins 3 000 personnes ont pris part à l'action.





(Photos : Conseil mondial de la paix, GUE/NGL, D. Ferguson, D. Bolotsky, L. Wirl.)

# **Un fonds de l'industrie militaire pourrait encourager le développement et l'exportation d'armes controversées**

## **- Réseau européen contre le commerce des armes -**

*L'Union européenne (UE) est sur le point de convenir d'un fonds commun pour l'industrie militaire qui donnera des milliards de dollars aux entreprises d'armement et exacerbera la course aux armements dans le monde. Présenté comme une étape clé pour renforcer l'UE et regagner la confiance des citoyens, il enchâsse plutôt le renouvellement des intérêts nationaux dans un contexte de sécurité stricte, écrit Laëtitia Sédou.*

*Le rapport qui suit est de Laëtitia Sédou, chargée de programme du Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT), qui regroupe des groupes de recherche et de campagne de 13 pays européens ainsi que plusieurs organisations internationales.*

\*\*\*

Le 22 mai, le Parlement européen, la Commission et les États membres sont parvenus à un compromis sur le Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP, le deuxième et plus grand pilier du Fonds de défense de l'UE, qui financera le développement de nouvelles armes en 2019 et 2020) après 3 mois de négociations à huis clos. Ce compromis doit encore être approuvé par nos députés européens et nos gouvernements nationaux dans les semaines à venir.

## **Le Parlement européen abandonne la plupart de ses revendications clés**

Le résultat de ce « trilogue » est éloquent : le Parlement européen (PE) a perdu la plupart de ses revendications clés, y compris celles qui ont pu limiter les effets les plus néfastes de ce programme.

Le PE a demandé que le budget de 500 millions d'euros provienne de marges non allouées afin de ne pas affecter les programmes en cours, ce qui est prétendument une ligne rouge à ne pas franchir pour le Parlement. Cependant, ses négociateurs ont finalement accepté que 60 % des fonds (300 millions) soient détournés des programmes civils existants.

Sachant que la proposition initiale était un détournement de 75 %, cela est loin d'être un « succès » et discrédite davantage le PE dans les futures négociations sur le prochain budget à long terme, qui prévoit un montant disproportionné de 13 milliards pour le Fonds de défense.

Les négociateurs du PE ont également accepté que la Commission mette en oeuvre le programme sans consulter le Parlement sur des éléments concrets tels que les priorités détaillées à financer, contrairement à la pratique habituelle des plans de financement de l'UE.

Ceci est particulièrement problématique car l'EDIDP est un programme pilote sans précédent, et le projet de réglementation n'est pas clair sur le type de développements industriels qui seront financés, mis à part 3 domaines vagues et vastes (mobilité et protection de l'énergie, communications et renseignement et capacités d'engagement et de combat).

Personne ne sait vraiment quel type d'armement sera développé avec ces 500 millions d'euros provenant de l'argent des contribuables, sauf peut-être l'industrie militaire qui influence trop la Commission sur ces développements, et les États membres qui se sont dotés de facto d'un



pouvoir de veto au sein du comité traditionnel des programmes, dans un geste sans précédent par rapport aux pratiques habituelles de l'UE.

### **Un programme alimentant la course mondiale aux armements, y compris par des drones armés et le développement d'armes autonomes**

Comment pouvons-nous alors affirmer que les exportations d'armes et le développement des armes autonomes sont les principaux dangers que représente le Fonds de défense ? Plusieurs faits l'indiquent.

Les députés européens progressistes avaient obtenu des amendements prévoyant une exclusion claire des activités liées à une liste d'armes interdites ou controversées, dont le développement d'armes entièrement autonomes. Malheureusement, afin d'obtenir un accord à tout prix, ces amendements ont été édulcorés par les négociateurs du PE à tel point qu'ils n'ont plus de poids.

Et la résistance farouche des États membres contre toute exclusion claire et juridiquement contraignante de technologies controversées comme les armes entièrement autonomes est un indicateur inquiétant qu'ils veulent être en mesure de développer toutes sortes de technologies militaires sans considération éthique, afin d'atteindre et de maintenir la supériorité des technologies européennes par rapport aux « ennemis » ou concurrents potentiels.

Une telle « autonomie stratégique » est en effet l'un des principaux objectifs du Fonds de défense de l'UE.

Déjà, des pays clés comme la France et l'Allemagne ont déclaré publiquement que le développement de drones « prêts à être armés », voire déjà armés, comme le programme MALE Eurodrone, devrait être parmi les premiers projets à être financés par le Fonds européen de défense à partir de 2021.

L'action préparatoire en cours sur la recherche en matière de défense (PADR, premier pilier du Fonds de défense) consacre actuellement un tiers de son budget de 90 millions à un projet de surveillance maritime au moyen de systèmes de surface et de sous-marins sans équipage (Ocean 2020).

En ce qui concerne les exportations, un des principaux objectifs de l'EDIDP est la compétitivité mondiale de l'industrie de l'armement, et « un effet positif sur les exportations » est un des résultats escomptés. Sachant que les marchés nationaux fragmentés sont déjà trop petits pour absorber la surproduction européenne et assurer une meilleure rentabilité, l'industrie de l'armement mettra encore plus l'accent sur les exportations.

De plus, les États membres veulent protéger leur industrie militaire nationale, ce qui conduit à l'introduction d'incitations financières pour les PME et les entreprises à moyenne capitalisation au sein de l'EDIDP, afin de rassurer les petits pays. Plutôt que de rationaliser l'industrie pour résoudre la surcapacité, le Fonds de défense soutiendra les entreprises non compétitives grâce à des subventions.

En résumé, les technologies militaires nouvelles et avancées financées par l'UE pourraient être librement utilisées par les États membres en fonction de leurs intérêts géostratégiques et exportées selon leurs propres politiques disparates d'exportation d'armes, ce qui conduit à un cycle sans fin de développements militaires nécessitant d'autres subventions.

## **Augmentation budgétaire de 2200 % dans le prochain budget à long terme pour les priorités militaires**

Le 2 mai, la Commission a présenté son projet de proposition pour le prochain budget à long terme de 2021 à 2027.

Deux des six rubriques seraient consacrées aux activités de police, de sécurité et de défense : une pour « Migration et frontières » et une pour « Défense et sécurité », intégrant le Fonds de défense. En outre, les principales augmentations budgétaires iraient à ces deux rubriques (totalisant 55 milliards), avec un bond étonnant de 2 200 % pour le Fonds de défense, qui passerait de 0,59 à 13 milliards d'euros fournis à l'industrie militaire.

Mais aussi un bond de 180 % pour la sécurité et une augmentation de 260 % pour la migration et les frontières.

En outre, le secteur de la sécurité et de la défense est désormais intégré et souvent prioritaire dans plusieurs programmes civils profitant eux aussi d'augmentations importantes, comme Erasmus + et le Programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation.

Ce dernier met un accent important, civil cependant, sur les technologies de pointe et l'intelligence artificielle, et consacre des fonds importants à la recherche dans le domaine de la sécurité, ce qui bénéficie principalement à l'industrie.

L'Action préparatoire actuelle et le Programme de développement industriel dans le domaine de la défense qui sera développé bientôt donnent une idée claire de ce à quoi le Fonds de défense européen va ressembler une fois entièrement développé et de la place qu'il occupera dans les projets de budget à long terme de l'UE.

Ses priorités technologiques controversées et son modèle de gouvernance permettant aux États membres de piger dans la cagnotte de l'UE pour servir leurs intérêts nationaux à courte vue, dans un contexte de budget à long terme axé sur la sécurité, nous donnent une image assez inquiétante de l'UE à venir et soulèvent une question fondamentale :

Est-ce vraiment ce que les citoyens attendent de leurs dirigeants ?

*(14 juin 2018)*

---

## **Les jeux de guerre RIMPAC accroissent les tensions en Asie-Pacifique** **Opposons-nous vigoureusement à ce plus grand** **exercice de guerre au monde!**

**- Yi Nicholls -**

Les exercices de guerre maritimes Rim of the Pacific (RIMPAC) dirigés par les États-Unis se déroulent du 27 juin au 2 août dans les îles Hawaï, leurs environs et dans le sud de la Californie. Le dernier exercice RIMPAC s'est tenu en 2016. On lit dans le communiqué de presse du 30 mai de la Marine américaine que « vingt-six pays, 47 navires de surface, cinq sous-marins, les forces terrestres nationales de 18 pays et plus de 200 avions et de 25 000 militaires vont participer à l'exercice biannuel Rim of the Pacific (RIMPAC) [...] »<sup>[1]</sup> Le Canada est l'un des pays participants.





La Marine américaine décrit les objectifs de RIMPAC 2018 comme s'ils étaient plutôt inoffensifs et représentaient un noble idéal :

« En tant que plus grand exercice maritime international dans le monde, RIMPAC représente une occasion unique d'entraînement conçue pour créer et entretenir des relations de coopération qui sont essentielles à la sécurité des voies maritimes sur les océans interconnectés du monde. RIMPAC 2018 est le 26e exercice de la série qui a débuté en 1971.

« Le thème de RIMPAC 2018 est 'Capable, Évolutif, Partenaires'. Les pays et les forces qui vont participer vont s'exercer à une vaste gamme de capacités et démontrer la flexibilité inhérente des forces maritimes. Ces capacités vont de l'assistance en cas de désastre aux opérations de sécurité maritime, au contrôle des océans et à la capacité de mener une guerre complexe. Le programme d'entraînement pertinent et réaliste comprend des opérations amphibies, le tir au canon, des exercices de défense antimissiles, anti-sous-marins et antiaérienne de même que des opérations de contre-piratage, de déminage, de neutralisation d'engins explosifs et des opérations de plongée et de sauvetage.

Il est important de garder à l'esprit le contexte dans lequel ces exercices se tiennent. Tout d'abord, les forces armées des États-Unis et leur marine sont tout sauf une force inoffensive dans le monde. Les États-Unis ont suspendu la tenue cette année des exercices de guerre Freedom Guardian entre les États-Unis et la Corée du sud autour de la péninsule coréenne. Ils ont finalement admis que ces « exercices purement défensifs » dirigés contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) sont en fait provocateurs et contraires au processus naissant de paix qui existe entre eux et la RPDC. Cet exemple montre clairement que les exercices de guerre menés par une puissance impérialiste comme les États-Unis possèdent un objectif agressif inhérent qui n'est pas compatible avec la résolution pacifique des disputes entre les peuples et les pays. Cela soulève la question : quels pays RIMPAC vise-t-il ?

### **La Chine n'est pas invitée cette année aux exercices RIMPAC**

Les exercices cette année se tiennent sous l'égide de la Stratégie pour un espace indo-pacifique libre et ouvert (FOIPS) de l'administration Trump. Dans un article du 21 février pour le Conseil des relations internationales, Joshua Kurlantzick écrit : « Après que le 'rééquilibrage' de l'Asie ait été déclaré chose morte, la 'Stratégie pour un espace indo-pacifique libre et ouvert' de l'administration Trump semble poursuivre des buts similaires : contenir la capacité de la Chine à dominer l'Asie et favoriser des partenariats avec de grands partenaires en Asie comme l'Australie, l'Inde et le Japon. »

Ainsi, alors que la Chine a participé aux éditions précédentes de RIMPAC, notamment aux plus

récents exercices en 2016, le porte-parole du département américain de la Défense, le lieutenant-colonel de la marine Christopher Logan, a annoncé en mai que la Marine de l'Armée populaire de libération (APL) n'y participera pas cette année bien qu'elle ait pris part à la partie sécurité sous-marine et à d'autres parties non combattantes de l'exercice ces dernières années.

« Les États-Unis ont un engagement envers un espace indo-pacifique libre et ouvert. La militarisation continue par la Chine d'éléments en litige dans la mer de Chine méridionale ne fait qu'élever les tensions et déstabiliser la région. En tant que réponse initiale à la militarisation continue par la Chine de la mer de Chine méridionale, nous avons annulé l'invitation de la Marine de l'APL à l'édition 2018 de l'exercice Rim of the Pacific (RIMPAC). Le comportement de la Chine n'est pas conforme aux principes et aux objectifs de l'exercice RIMPAC », a dit Logan.

Kurlantzick explique davantage les objectifs du FOIPS dans un article publié en février par l'Institut Aspen. Il écrit : « La Stratégie pour un espace indo-pacifique libre et ouvert repose, en partie, sur le travail commun des États-Unis et de certains de leurs partenaires pour contenir les capacités de la Chine à dominer les eaux, le commerce et la diplomatie asiatiques. Le président et plusieurs autres hauts représentants de l'administration Trump appellent dans des discours à la liberté de navigation dans les eaux du Pacifique et à la dénonciation publique et ferme de Beijing pour sa violation de la libre navigation dans le Pacifique. Ce concept met également l'accent sur la souveraineté des États, sur le rejet essentiellement des coalitions multilatérales. [...]

« Cette stratégie de l'administration Trump comprend également l'effort de convaincre trois autres partenaires majeurs en Asie, l'Inde, le Japon et l'Australie, de renforcer leurs liens avec les États-Unis, potentiellement comme un signe de contrepoids à l'affirmation et au pouvoir militaire grandissants de la Chine. L'administration Trump appelle ces quatre pays la « quadrilatérale », engagés dans ce qu'elle appelle un Dialogue de sécurité quadrilatérale ; l'idée que cette 'quadrilatérale' de pays pourrait améliorer les liens stratégiques existe depuis l'administration de George W. Bush, sous une forme floue, mais l'administration Trump semble considérer des liens quadrilatéraux plus étroits comme un contrepoids à Beijing. L'administration Trump ne s'est pas fait une idée claire de comment la quadrilatérale se développera, et les pays qui y sont mobilisés ne sont pas certains encore si elle se développera en une coopération de sécurité plus substantielle. La quadrilatérale va vraisemblablement demeurer un mécanisme général de consultation.

« Il est clair cependant que l'administration Trump a fait savoir qu'elle veut améliorer la relation États-Unis-Inde. Les hauts représentants des États-Unis poussent l'Inde à devenir un contrepoids de sécurité important à la Chine en Asie en tant que puissance démocratique, un pays qui semble mieux épouser les règles et les normes internationales et une grande puissance maritime qui pourrait aider les États-Unis à préserver la liberté de navigation et le libre-échange dans les eaux indo-pacifiques. L'administration Trump entend aussi travailler davantage avec le Japon, l'Inde et d'autres pays pour développer les moyens de financer et d'appuyer la création d'infrastructure en Asie, pour faire contrepoids à l'initiative massive de la Chine appelée « La ceinture et la route ».

Mis à part les objectifs hégémoniques des États-Unis en Asie qu'on voit aux réclamations particulières que font les forces armées





américaines contre la Chine, il demeure que la mer de Chine méridionale est une zone importante d'expédition et de pêche pour plusieurs pays de la région, qui ont tous besoin d'accès et de transport libre et équitable pour leurs économies. Les activités de la Chine visant à exclure ou à limiter unilatéralement les autres dans leur capacité à utiliser ces eaux selon leurs besoins, compte tenu surtout de la force militaire et économique beaucoup plus grande qu'elle peut déployer, empêchent une résolution adéquate des disputes concernant la mer de Chine méridionale qui harmonise les intérêts de toutes les parties concernées. Cela a créé une ouverture pour l'ingérence des États-Unis dans la région au service de leur objectif intéressé de présenter leur puissance militaire comme un contrepoids à la Chine.

La situation en mer de Chine méridionale et les actions menées par la Chine et les États-Unis pour se faire la concurrence et ignorer ou utiliser la situation des pays plus petits de la région de façon intéressée mettent en lumière le besoin de soutenir le principe de la résolution pacifique des conflits entre les peuples et les pays de même que le principe de l'égalité de tous les pays, grands ou petits.

### **La participation du Canada à RIMPAC 2018**

Des commentaires semblables de la part du ministre de la Défense Harjit Sajjan et du vice-amiral Bob Auchterlonie, le commandant de la Force opérationnelle interarmées de RIMPAC, mettent en relief le soi-disant rôle de leadership du Canada dans l'exercice RIMPAC.[2]



Il est trompeur de présenter la servilité du Canada aux objectifs des États-Unis dans RIMPAC comme un « rôle de leadership ». Les Canadiens doivent examiner de près les activités des forces armées canadiennes et leur participation dans RIMPAC et dans des exercices de guerre du même genre. Tout le tapage autour de protéger les Canadiens et leurs « institutions démocratiques » de l'« influence étrangère » n'est qu'une diversion pour camoufler que les forces armées canadiennes sont bel et bien subordonnées aux forces militaires et aux intérêts des États-Unis, et que l'économie du Canada est de plus en plus intégrée à la machine de guerre des États-Unis.

L'année prochaine sera l'anniversaire de la Première Guerre mondiale et on fera la promotion de cette chimère qu'en sacrifiant sa jeunesse comme chair à canon, le Canada est « entrée dans l'âge adulte » et s'est gagné un statut de puissance qu'on ne peut plus ignorer. Ce

bellicisme au service de l'empire a été rejeté par la classe ouvrière de l'époque, en particulier la classe ouvrière québécoise. Dans la même veine, le soi-disant leadership du Canada dans l'appui total aux ambitions impériales des États-Unis, qui lui confère supposément un statut de grande puissance, doit aussi être dénoncé vigoureusement. L'époque requiert que le Canada fasse preuve de leadership en tant que force pour la paix dans le monde et cela est possible seulement si le peuple s'organise pour faire du Canada une Zone de paix.

### **Notes**

1. Les 25 pays qui participent à RIMPAC 2018 sont l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la

Colombie, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, Israël, le Japon, la Malaisie, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la République de Corée, la République des Philippines, Singapour, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Tonga, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Vietnam. C'est la première fois qu'Israël, le Sri Lanka et le Vietnam participent à RIMPAC.

2. On lit dans un communiqué de presse du 25 juin du ministère de la Défense et des Forces armées canadiennes :

« Plus de 1 000 marins, militaires et aviateurs canadiens participeront à l'exercice Rim of the Pacific (RIMPAC)...

« Le Canada, à l'instar de l'Australie et des États-Unis, a participé à tous les RIMPAC depuis la création de l'exercice en 1971. La participation continue des Forces armées canadiennes (FAC) renforce l'engagement du Canada à l'égard du resserrement des partenariats et de la sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique. »

Le NCSM *Ottawa* et le NCSM *Vancouver*, de même que le pétrolier ravitailleur d'escadre provisoire, le MV *Asterix*, ont été déployés à Hawaï. Deux navires de défense côtière, les NCSM *Yellowknife* et *Whitehorse*, sont affectés au large des côtes du sud de la Californie. Près de 170 soldats de l'armée canadienne sont affectés à Camp Pendleton, dans le sud de la Californie, dont un groupe-compagnie d'infanterie débarquée du 2e Bataillon, Royal 22e Régiment. L'Aviation royale canadienne envoie environ 75 membres ainsi qu'un aéronef de patrouille maritime CP-140 et un centre de soutien de mission mobile. Une équipe nationale de soutien et de commandement est également sur place pour fournir du soutien opérationnel, logistique et administratif continu aux éléments déployés. Le communiqué poursuit : « Nos militaires représenteront fièrement le Canada, en étant des leaders parmi nos alliés. »



---

## L'opposition des peuples à RIMPAC



Des activistes à Hawaï s'opposent aux exercices de guerre RIMPAC. Le Centre Malu 'Aina pour l'éducation et l'action non-violentes rapporte que les exercices de guerre comprennent le bombardement et le pilonnage de la zone d'entraînement de Pohakuloa (PTA) de 133 000 acres située dans le centre de l'île d'Hawaï. Malu 'Aina explique :

« Pohakuloa est utilisé comme cible de tir à munitions réelles par l'armée, la marine, l'armée de l'air et les Marines et est contaminé par un large éventail de toxines militaires, y compris la radiation provenant de l'uranium appauvri (UA). Malgré cette contamination, la base continue

d'être bombardée (plus de 15 millions de balles réelles par an), ce qui répand les particules de poussière d'oxyde d'uranium appauvri autour de l'île. Le docteur Lorrin Pang, médecin retraité de l'armée, affirme que les particules de poussière d'oxyde d'uranium appauvri peuvent causer des cancers et des dommages génétiques.

« L'île d'Hawaï subit un terrible traumatisme causé par les coulées de lave et les tremblements du volcan Kilauea. Des milliers de personnes ont été déplacées de leurs maisons, fermes et entreprises. Nous n'avons pas besoin de traumatismes supplémentaires causés par les bombardements RIMPAC sur notre île. Nous demandons que les bombardements cessent immédiatement.

« Si l'armée veut vraiment protéger les habitants de l'île d'Hawaï, qu'elle renonce à RIMPAC 2018 et utilise l'argent pour le logement et d'autres efforts de secours face aux coulées de lave. »

### **Lettre ouverte aux gouvernements des États-Unis et de l'État d'Hawaï demandant la fin du RIMPAC**

Women's Voices Women Speak, Hawai'i Peace and Justice, World Can't Wait-Hawai'i, Veterans for Peace-Hawai'i, Hawai'i Okinawa Alliance et les alliés de la communauté appellent le gouvernement d'Hawaï à mettre fin aux exercices de guerre le long de la ceinture du Pacifique, connus sous le nom de RIMPAC, qui ont lieu de juillet à août 2018. Au lieu de pratiquer la guerre et le militarisme, nous appelons à pratiquer la paix et la guérison intergénérationnelle à Moana Nui (Océanie), à Hawaï et partout sur la terre. Nous envisageons un avenir de sécurité véritable où nos efforts porteront sur la souveraineté, la résurgence culturelle, la santé, la nourriture, l'éducation, les lieux sacrés, le logement, la durabilité et le respect et la dignité pour tous les peuples.

RIMPAC est le plus grand exercice naval au monde et se déroule dans les eaux hawaïennes. Il fait partie des efforts déployés par la marine des États-Unis pour coordonner les exercices militaires et l'entraînement aux armes avec les forces militaires d'autres pays pour contrôler les océans Pacifique et Indien. RIMPAC a été créé en 1971 avec des militaires australiens, canadiens, néo-zélandais, britanniques et américains. Depuis lors, le Chili, la Colombie, la France, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Pays-Bas, le Pérou, Singapour, la Corée du sud, la Thaïlande, l'Équateur, l'Inde, le Mexique, les Philippines et la Russie l'ont rejoint. RIMPAC 2018 comprendra 26 pays, dont Israël, le Brésil, le Sri Lanka et le Vietnam.



RIMPAC augmente la dépendance d'Hawaï vis-à-vis une économie militarisée, dépensant l'argent de nos impôts pour des armes, des véhicules d'assaut, des artilleries et des technologies à utiliser pour la violence domestique et internationale. Le tourisme et le militarisme sont de connivence lorsqu'il est question de RIMPAC, car Hawaï accueille un afflux de visiteurs, dont certains contribuent à l'industrie locale du sexe soutenue par le trafic sexuel. Hawaï peut être utilisé pour la détente et les loisirs et héberger des exercices militaires parce qu'il est considéré comme le 50e État des États-Unis, un statut illégal depuis le renversement du Royaume hawaïen et l'annexion illégale en 1898 qui a eu lieu sans traité et qui a été dénoncée par des milliers de Kanaka Maoli qui ont signé des pétitions contre elle. L'occupation militaire d'Hawaï a mené à des abus tels que, mais non limités à ces exemples :



1. le réservoir d'entreposage de carburant de la marine américaine à Red Hill, situé à 30 mètres au-dessus d'un aquifère d'Honolulu, menace l'eau potable des parties les plus peuplées d'O'ahu ;
2. Pohakuloa, sur la grande île d'Hawaï, quatre fois plus grande que Kaho olawe, est contrôlée par l'armée américaine pour l'entraînement militaire aux armes et cela affecte l'environnement et la communauté environnante avec de l'uranium appauvri en aérosol ;
3. l'exhumation et la perturbation des sites funéraires et culturels de Kanaka Maoli dans la vallée de Makua (l'armée américaine), Mokapu (la base de Kane'ohe des marines en Hawaï), Pu'uloa (Pearl Harbor) et Nohili (site d'essais de missiles dans le Pacifique à Barking Sands) se poursuivent pour des fins d'entraînement des militaires américains ;
4. la confidentialité de l'information publique est menacée par le Centre de cryptologie de Hawaï, qui héberge les activités de renseignement, de surveillance et de cyberguerre de la NSA.



Les effets négatifs du militarisme et de RIMPAC s'étendent à des endroits où beaucoup à Hawaï peuvent retracer leur ascendance. Pendant des siècles, les empires occidentaux ont colonisé les îles du Pacifique, les transformant en avant-postes militaires qui ont soumis les autochtones à la guerre, au viol, à la répression de leur souveraineté, à la contamination de l'environnement et au déplacement de populations. Aujourd'hui, la dernière version de cette histoire en cours est le rééquilibrage du pivot pacifique/indo-pacifique, dans lequel les États-Unis tirent avantage de leurs possessions coloniales pour des essais militaires d'armes

dans un « corridor de transit » qui s'étend du Southern California Range Complex (SCRC) à San Diego, traverse le Pacifique via le HIRC (Hawaiian Island Range Complex), dont le Monument national marin Papahānaumokuākea et les installations militaires de la chaîne principale de l'île. Un autre corridor de transit relie le HIRC à la zone d'entraînement et d'essai des îles Mariannes, y compris Guåhan (Guam), la chaîne sud des îles Mariannes et certaines parties du Monument national de la fosse marine des Mariannes en tant que zones terrestres, maritimes et aériennes pour de l'entraînement militaire. Entre les deux corridors sont des monuments nationaux marins qui peuvent être utilisés à des fins militaires pour la « sécurité nationale ». Cette infrastructure militaire qui traverse le Pacifique est reliée aux bases de la péninsule coréenne (île de Jeju), du Japon (Okinawa) et des Philippines.

Le peuple chamoru de Guåhan demande l'arrêt de la création de bases de tir réel, comme à Littekyan, Guam, parce qu'elles menacent les sites culturels et les plantes et animaux qui sont menacés de disparition. Les Philippines protestent contre le soutien du président Rodrigo Duterte à la militarisation qui a eu pour effet de prolonger la loi martiale à Mindanao et d'augmenter les exécutions extrajudiciaires. Les villageois de Gangjeong ont résisté depuis 2007 à la mise en place d'une base navale pour les systèmes de défense antimissile balistique sur l'île de Jeju. Les Okinawans ont déclenché des manifestations à l'échelle de l'île contre les bouleversements causés par les bases militaires à la démocratie et l'économie locales ainsi que le danger quotidien à la santé et à la sécurité publiques. Alors que les bases militaires sont promues pour renforcer la sécurité mutuelle dans la région, elles ont tout à voir avec la propagation d'une idéologie de « sécurité » nationaliste dans laquelle les nations deviennent dépendantes des armes et des économies d'extraction des ressources, qui alimentent les changements climatiques, déplacent les populations indigènes, aggravent l'émigration, détruisent les ressources naturelles, abusent des travailleurs et polluent les océans.

Nous exigeons que le gouvernement d'Hawaï choisisse de protéger les citoyens d'Hawaï, notre environnement et un avenir pacifique, plutôt que de soutenir la dépendance militaire. L'article 1 de la Constitution de l'État d'Hawaï stipule que : « Pour le bénéfice des générations présentes et futures, l'État et ses subdivisions politiques conserveront et protégeront la beauté naturelle et toutes les ressources naturelles d'Hawaï, y compris la terre, l'eau, l'air, les minéraux et les sources d'énergie et favorisera le développement et l'utilisation de ces ressources d'une manière compatible avec leur conservation et dans la poursuite de l'autosuffisance de l'État. Toutes les ressources naturelles publiques sont détenues en fiducie par l'État pour le bien du peuple. »

Nous appelons l'État d'Hawaï à faire respecter ces principes constitutionnels en mettant fin au RIMPAC.

*(Site Internet Malu 'Aina, 4 juillet 2018, Hawaii Independent, 13 juin 2018. Photos: Malu 'Aina)*



## Lutte pour l'influence dans le Pacifique Ouest

- German-foreign-policy.com -

Le RIMPAC 2018 dirigé par les États-Unis, la plus grande manœuvre navale du monde, a débuté le 27 juin avec la participation de soldats allemands. Selon la marine américaine, l'exercice naval comprendra également des opérations dans le Pacifique Ouest. La région des îles du Pacifique du sud-ouest sera ainsi le centre d'attention. Elle a petit à petit acquis une influence mondiale significative. D'une part, l'influence des pays occidentaux s'est rétrécie récemment, alors que celle de leurs rivaux stratégiques, tels que la Russie et la Chine, a considérablement augmenté. Depuis lors, certaines nations insulaires du Pacifique cherchent à poursuivre une politique étrangère indépendante de l'Occident. D'autre part, le Pacifique Sud-Ouest est devenu encore plus important pour l'Australie et les États-Unis : en tant que cour arrière politique économique pour l'Australie et « porte d'entrée de l'Indo-Pacifique » pour les États-Unis. L'Allemagne tente également d'accroître ses activités dans la région.



### RIMPAC 2018

Comme l'avait précédemment annoncé la marine américaine, l'exercice naval se concentrera particulièrement sur les opérations dans le Pacifique Ouest<sup>[1]</sup> et inclura le petit royaume des Tonga, un État de la grande région insulaire du Pacifique Sud-Ouest. La région, qui a récemment acquis une influence mondiale considérable - même si elle a été largement ignorée par le public européen - sera ainsi prise en compte par les stratégies militaires occidentales. Des onze nations indépendantes, deux États partiellement autogérés et diverses colonies de la région du Pacifique<sup>[2]</sup>, sept des républiques avaient été des colonies allemandes - une histoire largement oubliée ; les îles Marshall, la Micronésie, Nauru, les îles Mariannes du Nord, Palau, les îles Salomon et le Samoa. Seuls deux des pays insulaires du Pacifique, Fidji et Tonga, ont leurs propres forces armées. Longtemps après la Deuxième Guerre mondiale, outre les puissances coloniales traditionnelles, la Grande-Bretagne et la France, notamment l'Australie, la Nouvelle-

Zélande et les États-Unis, regroupées dans le pacte ANZUS[3] ont joué un rôle dominant dans les affaires politiques, économiques et militaires de la région.

## **Plus grande rivalité**

Au cours des dernières décennies cependant, les puissances occidentales ont perdu de plus en plus d'influence dans le Pacifique - au profit de pays émergents comme le Brésil et l'Inde, mais aussi de leurs rivaux directs, comme la Chine, Cuba et la Russie. Depuis le début des années 2000, Cuba a des liens avec presque tous les pays de la région et fournit une aide médicale en particulier. Des médecins de la République socialiste travaillent dans plusieurs pays insulaires du Pacifique. En 2003, le gouvernement de la République populaire de Chine a annoncé qu'il élargirait ses liens avec les pays du Pacific Island Forum (PIF), qui comprend toutes les îles de la région.[4] En fait, au cours des années qui ont suivi, Pékin a massivement développé son influence, surtout par le biais de crédits et d'aide au développement.[5] La Russie étend également sa présence dans le Pacifique. Après le putsch militaire de Fidji en 2009, son nouveau gouvernement se tournait de plus en plus vers Moscou. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a été le premier haut responsable du gouvernement russe à se rendre aux Fidji en 2012. Quatre ans plus tard, une importante cargaison d'armes russes à Fidji a attiré l'attention de la communauté internationale. Après le matériel militaire, des conseillers militaires russes sont arrivés sur l'île.[6] Pour les stratèges occidentaux, c'était un sérieux revers.

## **Une politique étrangère plus indépendante**

En fait, l'influence croissante des pays non occidentaux permet à plusieurs nations insulaires du Pacifique de tenter une politique étrangère plus indépendante de celle de l'Occident. Cela peut être vu dans certains détails à peine discernables pour les observateurs non aguerris. Par exemple, entre 2009 et 2011, Nauru, Tuvalu et Vanuatu ont reconnu l'indépendance des régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud de la Géorgie - un revers non seulement pour la Géorgie occidentale, mais aussi pour les pays occidentaux eux-mêmes, dont l'Allemagne, qui refuse toujours de reconnaître l'indépendance des deux régions. Cependant, Tuvalu et Vanuatu, sous la pression massive de l'Ouest, ont annulé leur reconnaissance. Après l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie en 2014, cinq des gouvernements des îles du Pacifique ont refusé de la condamner comme une « annexion en violation du droit international » - comme le fait l'Occident.[7] En 2015, les policiers de Vanuatu ont défilé pour la première fois dans le cadre du défilé de célébration du 70e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Asie.[8] En représailles ouvertes à leur poursuite d'une politique étrangère indépendante, le Congrès américain a adopté une loi l'année dernière qui menace d'appliquer des sanctions aux pays reconnaissant l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Cela affecterait Nauru.[9] Malgré la pression de Washington, le gouvernement nauruan est resté ferme dans sa position et, en janvier, il a reçu pour la première fois le ministre des Affaires étrangères de l'Ossétie du Sud.[10] En avril, des rumeurs ont commencé à circuler selon lesquelles les militaires chinois seraient autorisés à ouvrir une base à Vanuatu, ce que les gouvernements des deux pays nient.[11] Les experts maintiennent néanmoins qu'une présence militaire sur le Vanuatu, à long terme, pourrait être une option stratégique pour la Chine.

## **« La porte de l'Amérique vers l'Indo-Pacifique »**

En conséquence, les puissances occidentales commencent à intensifier leurs activités d'influence dans le sud-ouest du Pacifique. Au début du mois de juin, au Shangri-La Dialogue de Singapour - une sorte de conférence asiatique sur la sécurité à Munich, à laquelle de hauts responsables allemands ont également participé ces dernières années[12] - le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, a annoncé que les États-Unis étendaient leurs activités dans les pays riverains du Pacifique, déclarant que la région est « la porte d'entrée de l'Amérique vers l'Indo-Pacifique ».[13]



Les gouvernements d'au moins certains pays de la région se montrent réceptifs, en principe, à toutes les parties. « Nous accueillons tous ceux qui nous soutiennent, car nous pouvons vraiment utiliser toute l'aide que nous pouvons obtenir », a déclaré le ministre de l'Économie de la République des Fidji, Aiyaz Sayed-Khaiyum, à la presse allemande début juin. Que cette aide provienne d'Australie, d'Allemagne ou de Chine, cela n'a pas d'importance pour son pays.[14]

### « Plus de leadership australien »

En fait, outre les États-Unis, c'est surtout l'establishment politique australien qui montre à nouveau un intérêt accru pour le Pacifique Sud-Ouest. Comme l'a expliqué Peter Jennings, directeur exécutif de l'Institut australien de politique stratégique (ASPI), la région a besoin de « plus de leadership australien ». Si nécessaire, l'Australie doit également engager son armée.[15] L'ASPI est cofinancé par le ministère australien de la Défense.[16] Les principaux associés du groupe de réflexion ont également participé à la table ronde Bergedorf de la Fondation Körber.[17] L'Australie est l'alliée régionale traditionnelle de la République fédérale d'Allemagne. Depuis 2016, Berlin entretient un dialogue régulier avec Canberra au niveau des ministères des Affaires étrangères et de la Défense - afin de renforcer la position de Berlin dans la région du Pacifique.[18] L'année dernière, les associations professionnelles allemandes ont appelé à la conclusion d'accords de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.[19] Dernier point, mais non des moindres, au-delà de sa coopération avec l'Australie, le gouvernement allemand veut maintenant étendre son influence dans la région du Pacifique qui prend de plus en plus d'importance - en renforçant également son aide au développement.

### Notes

1. Voir aussi Jeux de guerre dans le Pacifique.
2. Les États sont : les Îles Cook (non indépendantes, associées à la Nouvelle-Zélande), Fidji, Tonga, Tuvalu, Kiribati, les Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nioué (sans relations diplomatiques avec l'Allemagne, non indépendantes et associées à la Nouvelle-Zélande), Palau, Samoa, les îles Salomon et Vanuatu. En outre, le Commonwealth des îles Mariannes du Nord est toujours une colonie américaine.
3. Le Pacte ANZUS, fondé en 1951, est l'équivalent de l'OTAN dans le Pacifique Sud. Depuis 1986, la Nouvelle-Zélande a été partiellement suspendue du pacte, le gouvernement à l'époque déclarant que le pays voulait être libre d'armes nucléaires et d'énergie nucléaire.
4. La Chine annonce des initiatives pour élargir les liens avec les pays membres du FIP.pg.china-embassy.org, 24 novembre 2003
5. Lucy Craymer, « China Seeks to Star in South Pacific », *Wall Street Journal*, 27 avril 2012
6. Ben Doherty, « Secret Russian arms donation to Fiji raises concerns of bid for Pacific influence », *The Guardian*, 22 janvier 2016
7. Roman Madaus, « The Bear Returns to the South Pacific : Russia Sends Arms to Fiji », *thediplomat.com*, 9 avril 2016
8. « Tiny Pacific Nation of Vanuatu to Join Motley Crew at China's WWII Anniversary Parade », *time.com*, 9 janvier 2015
9. Maximilian Hess, « Congress Pushes Tougher Line on Russia », *intersectionproject.eu*, 6 juin 2017
10. David X. Noack, « Signal an die Großen », *Junge Welt*, 27 janvier 2018
11. Dan McGarry « Baseless rumours - Why talk of a Chinese military installation in Vanuatu misses the point », *The Guardian*, 11 avril 2018

12. Voir aussi « Asiens Münchner Sicherheitskonferenz »
  13. Sorgen um Chinas Vordringen im Westpazifik. Frankfurter Allgemeine Zeitung, 4 juin 2018
  14. « Uns ist gleich, ob die Hilfe aus China oder Deutschland kommt », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 4 juin 2018
  15. Peter Jennings, « Leadership requires courage in the Pacific », *aspi.org.au*, 14 avril 2018
  16. « About Us ». *aspi.org.au*
  17. Teilnehmer des 154. Bergedorfer Gesprächskreises « Frieden und Sicherheit in Asien-Pazifik », Jakarta, 1-3 novembre 2013. *koerber-stiftung.de*
  18. Voir aussi « Springboard into the Pacific Region »
  19. Voir aussi « Foray into Down Under »
- (*www.german-foreign-policy.com*, 28 juin 2018. Traduit de l'anglais par LML)



---

**Le *Non!* du peuple haïtien signifie *Non!***

## **Les manifestations populaires exigent la destitution du gouvernement corrompu et la fin de l'ingérence étrangère**



Les hausses de prix de l'essence et d'autres carburants ont atteint un point de rupture pour le peuple haïtien qui souffre déjà de terribles conditions économiques et d'exploitation par l'élite

dirigeante et les puissances étrangères depuis le coup d'État de 2004 orchestré par les États-Unis, le Canada et la France.

Le peuple exige en particulier la démission du gouvernement du président Jovenel Moïse, au pouvoir depuis 2016.<sup>[1]</sup> En vertu d'un mandat du Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement Moïse a imposé des coupures dans les subventions aux prix du carburant, en échange de 96 millions de dollars d'« aide budgétaire ». On a prétendu que ces prêts et subsides provenant de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque mondiale et de l'Union européenne vont servir à fournir des subventions directes aux plus nécessiteux.

En juillet, le prix du gallon d'essence a augmenté de 38 %, passant de 224 à 309 gourdes (3,45 \$ US à 4,75 \$ US) ; le prix du diesel a augmenté de 47 %, passant de 179 à 264 gourdes par gallon (1,74 \$ US à 4,06 \$ US) ; et le kérosène a augmenté de 51 %, passant de 173 à 262 gourdes par gallon (2,66 \$ US contre 4,03 \$ US). De ces carburants, c'est le kérosène qui est le plus important car les pauvres en dépendent pour alimenter leurs cuisinières et leurs générateurs. Déjà en mars, lorsque les hausses ont été annoncées pour une mise en oeuvre en juillet, les syndicats de conducteurs de transports publics et les organisations populaires ont protesté parce que l'appauvrissement déjà brutal auquel la population est confrontée ne peut qu'être exacerbé par l'augmentation des coûts du transport public causée par les hausses de prix de l'essence et du diesel.

Kim Ives, écrivant le 11 juillet pour *Haïti Liberté*, souligne que la hausse des prix du carburant a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Face à un taux d'inflation de 13 % et un chômage (officiel) de 14 %, les travailleurs haïtiens ont manifesté pour que le salaire minimum passe de 335 à 1000 gourdes par jour (5,15 \$ US à 15,39 \$ US). Le gouvernement a dépensé des millions pour un carnaval itinérant fait de fla-fla et de promesses politiques appelé 'Caravane du changement', ce qui a généré du ressentiment parmi les Haïtiens aux prises avec des hôpitaux et des écoles délabrés.

« Les gouvernements locaux et municipaux sont également à court d'argent alors que le régime de Jovenel a dépensé des millions de dollars de plus pour ressusciter en novembre dernier l'armée haïtienne traditionnellement répressive. Le gouvernement a effectivement bloqué toute enquête pour savoir où sont disparus les quelques 3,8 milliards en dollars américains du fonds PetroCaribe, tiré des revenus de la vente de produits pétroliers vénézuéliens bon marché. Un budget impopulaire établi l'année dernière impose des taxes aux Haïtiens pauvres et même aux Haïtiens expatriés ; le gouvernement a gaspillé du temps et de l'argent dans une initiative de dialogue national appelée « États généraux » qui est restée lettre morte et a récemment distribué 3 000 grands téléviseurs à écran plat à tous les sénateurs et députés pour un coût de 14 millions de dollars afin que les Haïtiens puissent soi-disant regarder la Coupe du Monde. Pendant tout ce temps, les forces de police ont utilisé une force brutale et parfois meurtrière contre les manifestants, les prisons demeurent surpeuplées avec des détenus pour la plupart non jugés, et les enlèvements, les vols et l'insécurité sont en hausse. »

Un discours télévisé du président Moïse, le 7 juillet, pour révoquer les hausses de prix du carburant, a été inefficace car le peuple est maintenant catégorique : le seul résultat acceptable est que le président et son gouvernement démissionnent.

Le 14 juillet, le premier ministre Jack Guy Lafontant a démissionné peu avant la tenue d'un vote de non-confiance au parlement, selon les agences de nouvelles, en toute vraisemblance en reconnaissance de sa part de responsabilité dans la hausse des prix du pétrole et le désordre qui a suivi. Dans un discours au pays plus tard dans la journée, le président Moïse a tenté d'apaiser le peuple avec la nouvelle de la démission du premier ministre tout en prétendant avoir entrepris des consultations et des engagements à développer le pays et à y apporter une stabilité. Du même souffle, il a refusé de reconnaître sa propre responsabilité pour ce qui est arrivé et a continué de



blâmer le peuple pour la « violence ». Par ses manifestations, le peuple continue de revendiquer la démission de président qui est responsable de désigner le premier ministre et est celui après tout qui a pris les décisions touchant aux prix du pétrole.

Ives souligne également que « le 'Core Group', dominé par les ambassadeurs américains, canadiens et européens, a exhorté les Haïtiens le 10 juillet à 'respecter l'ordre constitutionnel', autrement dit à ne pas forcer la démission et la fuite de Moïse. Le groupe a appelé les 'autorités nationales à engager un dialogue constructif et inclusif avec tous les autres acteurs clés du pays afin de rétablir le calme, promouvoir la cohésion sociale et assurer la sécurité des personnes et des biens'. »

Les Haïtiens de la diaspora et les amis d'Haïti ont rejeté cette image biaisée des manifestations par ces gouvernements et les médias monopolisés pour accuser les Haïtiens ordinaires d'être la source de la violence, alors qu'en réalité ce sont eux qui subissent la violence physique, sociale et économique causée par l'exploitation d'Haïti et l'asservissement du gouvernement au néolibéralisme.



Une action sur la colline du Parlement, le 9 juillet, a exprimé l'appui des Canadiens envers le peuple haïtien. Les participants comprenaient des membres de la communauté haïtienne locale, des syndicalistes, des militants de solidarité d'Amérique latine et des Caraïbes et d'autres. En tant que membre du « Core Group » sur Haïti, le Canada a été particulièrement dénoncé pour sa responsabilité face à l'état actuel des choses. Il a été souligné que l'un des objectifs du coup d'État de 2004 et de l'ingérence continue est de réprimer le peuple et de rendre Haïti docile face aux besoins des grands monopoles miniers canadiens de piller les richesses naturelles du pays. Une lettre ouverte demandant que le gouvernement canadien rende des comptes a été signée lors de l'action, pour exiger que le Canada :

- appuie des relations commerciales normales avec Haïti, où les sociétés minières canadiennes négocient avec des représentants démocratiquement élus qui exigent une exploitation équitable et écologiquement rationnelle des ressources naturelles d'Haïti ;
- retire tous les militaires et policiers canadiens d'Haïti ;

- réoriente les fonds publics canadiens actuellement mal utilisés par l'oligarchie rétrograde d'Haïti et ses alliés étrangers contre le peuple (les masses de noirs appauvris) vers des initiatives scientifiques, institutionnelles et de construction d'infrastructures - des champs de compétences canadiennes reconnues qui répondraient aux besoins haïtiens évidents ;

- appuie les réclamations légitimes du peuple haïtien pour un dédommagement provenant des Nations unies (au nom de plus d'un million de victimes de l'épidémie de choléra provoquée par les troupes de l'ONU qui ont été déployées illégalement sur l'île pour consolider le coup d'État de 2004) ;

- abandonne le « Core Group », le groupe d'entités étrangères qui s'immisce dans la politique haïtienne depuis plus d'une décennie. Envoie un signal clair que le Canada reconnaît la nécessité d'un changement positif radical dans nos relations et que nous respectons véritablement le peuple haïtien.

## Note

1. Moïse a été élu en 2016. Comme ce fut le cas lors de toutes les élections haïtiennes de ces dernières années, les candidats à la présidence représentent les puissances étrangères qui s'ingèrent en Haïti, pas les Haïtiens. Par conséquent, ces gouvernements n'ont pas été en mesure de gagner le consentement du peuple haïtien. L'élection présidentielle de 2015 n'a même pas pu être menée à terme et le résultat, en faveur de Moïse, a été écarté en raison d'irrégularités massives et de protestations populaires, ce qui a rendu nécessaire une autre élection en 2016. Les élections de 2016 ont eu un taux de participation de seulement 21 %. Moïse a remporté 55,67 % de ce vote, qui représente moins de 12 % des électeurs éligibles.

(Sources : Haïti Liberté et Center for Economic and Policy Research. Photos : agences de presse, LML.)



---

## Palestine

# Le mouvement de résistance ne se soumettra jamais aux machinations impérialistes



Quinzième manifestation hebdomadaire de la Grande Marche de retour à la frontière entre Gaza et Israël, 6 juillet 2018

La résistance héroïque du peuple palestinien à l'occupation sioniste reste inébranlable, les provocations israéliennes continuant malgré le fait qu'elles ont largement été condamnées comme étant des crimes contre l'humanité. Les protestations de la Grande Marche du retour à la frontière entre Gaza et Israël pour exiger le droit au retour se poursuivent depuis le 30 mars. Le ministère palestinien de la Santé a rapporté le 4 juillet que 144 Palestiniens ont été tués et 15 501 autres ont été blessés par l'armée israélienne.



**Les Palestiniens tentent de briser le blocus naval israélien de Gaza, pour emmener quelques-uns des blessés lors des manifestations de la Grande Marche du retour à Chypre, le 10 juillet 2018.**

Le dernier crime contre les Palestiniens vient des États-Unis, notamment le « plan de paix » préparé par Jared Kushner, envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient et gendre du président Trump, et Jason Greenblatt, négociateur de paix de Trump au Moyen-Orient. Bien qu'il n'ait pas encore été rendu public, tout indique que son but est de donner aux sionistes le pouvoir de nier le droit d'être des Palestiniens. Les Palestiniens sont descendus dans les rues pour protester contre les plans des États-Unis visant à les déposséder de leur patrie au service des occupants sionistes sous l'apparence d'un « plan de paix ».

On rapporte que le plan ne donnera que des fragments de terres comprenant environ la moitié des territoires occupés, ce qui équivaut à 11 % de la Palestine du Mandat britannique. Sur ces terres, la résistance palestinienne serait obligée de se désarmer pendant qu'Israël contrôlerait les frontières et l'espace aérien.

La vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée, qui comprend une grande partie des meilleures terres agricoles des Palestiniens, doit être annexée à Israël dans le cadre du plan américain. Les Palestiniens se voient déjà refuser l'accès à 85 % de la vallée du Jourdain. De même, Israël a récemment déclaré que près de la moitié de la vallée du Jourdain était une zone de tir militaire, ce qui lui donnait le prétexte de « sécurité publique » pour expulser les gens.









**Protestations contre la démolition prévue du village bédouin Khal al-Ahmar en Cisjordanie, le 4 juillet 2018. Le déplacement forcé des 40 familles (environ 200 personnes) à Khan al-Ahmar et dans d'autres villages de la région constitue un crime de guerre.**

On s'attend à ce que le plan américain appelle au déplacement des Palestiniens de Jérusalem et à la création d'un « Jérusalem palestinien » dans la ville d'Abu Dis, à quatre kilomètres à l'est de Jérusalem. Abu Dis a été coupé de la ville par le mur de séparation israélien il y a plus de dix ans. La plupart de ses terres sont sous contrôle israélien et sont entourées par le mur ou les colonies juives. Une telle démarche serait conforme aux objectifs des sionistes pour un Grand Jérusalem en changeant les limites de la ville pour assurer une majorité juive. C'est également en accord avec la déclaration des États-Unis, en violation du droit international, qu'ils reconnaissent Jérusalem comme la capitale d'Israël.

*Le Marxiste-Léniniste* exprime son entier appui à la résistance du peuple palestinien. Les pays partout dans le monde doivent mettre fin aux machinations des États-Unis et aux crimes israéliens contre le peuple palestinien en retirant leurs ambassades d'Israël, en cessant tout commerce avec Israël, en imposant des sanctions à Israël et en prenant toute autre mesure qui peut mettre fin de manière effective au génocide commis par Israël contre le peuple palestinien.



**Protestation contre le « plan de paix » des États-Unis, Ramallah, 2 juillet 2018**

*(Avec des articles de Middle East Eye. Photos : Agence Anadolu, Agence de nouvelles Maan)*

# « Le deal du siècle » n'a rien de nouveau, et l'Autorité palestinienne n'est pas à plaindre

- Ramzy Baroud -



Manifestation contre le « plan de paix » américain à Ramallah le 2 juillet 2018

« Le deal du siècle » de Donald Trump se cassera la figure. Les Palestiniens n'échangeront pas leurs 70 ans de lutte pour la liberté pour l'argent de Jared Kushner. Et Israël n'acceptera pas même un État palestinien croupion et démilitarisé en Cisjordanie.

La séquence dans laquelle se révélera cet échec - que l'on peut anticiper - sera sans doute le suivant : l'Autorité palestinienne (AP) à Ramallah va rejeter « l'accord » une fois que les détails complets du plan de l'administration américaine seront dévoilés ; puis Israël différera sa décision jusqu'à ce que le rejet des Palestiniens soit minutieusement exploité par les médias américains pro-israéliens.

La réalité est que compte tenu du poids écrasant de la droite et des forces ultranationalistes en Israël, un État palestinien indépendant, même sur 1 % de la Palestine historique, ne sera pas acceptable selon les normes politiques actuelles en Israël.

Un élément supplémentaire : la carrière du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est entachée par des accusations de corruption et plusieurs enquêtes policières. Sa position est trop faible pour garantir sa propre survie jusqu'aux prochaines élections générales, et encore moins pour défendre un « deal du siècle ».

Cependant, le dirigeant israélien contesté va manoeuvrer au maximum pour emporter encore plus de faveurs de ses alliés américains, détourner l'attention du public israélien de ses propres affaires de corruption et tenir les Palestiniens responsables du fiasco politique que cela va certainement déclencher.

C'est une reprise de la « feuille de route pour la paix » de George W. Bush et de Camp David II de Bill Clinton. Ces deux initiatives, aussi injustes qu'elles étaient envers les Palestiniens, n'ont dès le début jamais été acceptées par Israël. Pourtant dans de nombreux livres d'histoire, il est écrit que les dirigeants palestiniens « ingrats » avaient torpillé les efforts de paix des États-Unis et d'Israël. Netanyahu tient à entretenir ce mythe.



Le dirigeant israélien, qui a reçu il y a peu le cadeau de la relocalisation de l'ambassade américaine à Jérusalem, sait à quel point ce « deal » est important pour l'administration Trump. Avant de devenir président, Trump a évoqué très tôt son « accord final » dans une interview au *Wall Street Journal* le 1er novembre 2016. Il ne donnait alors aucun détail, se contentant d'affirmer qu'il était capable de « réaliser ... l'accord qui ne peut l'être ... pour le bien de l'humanité ». Depuis lors, nous avons compté sur des fuites occasionnelles à partir de novembre 2017 jusqu'à récemment. Nous avons appris qu'un État palestinien démilitarisé serait établi sur une petite partie de la Cisjordanie, sans Jérusalem-Est occupée comme capitale, qu'Israël gardera toute la ville de Jérusalem et annexera des colonies juives [toutes illégales au regard du droit international], gardant même le contrôle de la vallée du Jourdain, entre autres choses.

Les Palestiniens auront encore une « Jérusalem », même si elle doit être créée de toutes pièces, le quartier d'Abu Dis devant alors simplement s'appeler Jérusalem.

Malgré tout le battage médiatique, rien n'est vraiment nouveau ici. Le « deal du siècle » promet d'être une simple répétition des précédentes propositions américaines qui répondaient aux besoins et aux intérêts d'Israël.

Les propos du gendre de Trump, Jared Kushner, dans une interview au journal palestinien *Al-Quds*, corroborent ce point de vue. Il y affirme que le peuple palestinien « est moins investi dans les discussions des politiciens que dans la recherche d'un accord qui leur donnera, ainsi qu'aux futures générations, de nouvelles opportunités, des emplois plus nombreux et mieux rémunérés ».

Où avons-nous entendu cela auparavant ? Oh, oui, la soi-disant « paix économique » de Netanyahu qu'il brandit depuis plus d'une décennie. Certes, l'AP a prouvé que sa volonté politique est à vendre au plus offrant, mais s'attendre à ce que le peuple palestinien fasse de même est une illusion sans précédent historique.

En effet, l'AP est devenue un obstacle à la liberté palestinienne. Un récent sondage mené par le Centre palestinien pour la politique et les enquêtes, a révélé que la majorité des Palestiniens blâment principalement Israël et l'AP pour le siège de Gaza et qu'ils estiment que l'AP est devenue un fardeau pour le peuple palestinien.

Il n'est guère surprenant qu'en mars 2018, 68 % de tous les Palestiniens souhaitent la démission du président de l'AP, Mahmoud Abbas.

Alors qu'Israël endosse la plus grande partie de la responsabilité de son occupation militaire de plusieurs décennies, de ses guerres successives et de ses sièges meurtriers, les États-Unis sont également responsables du soutien et du financement des initiatives coloniales d'Israël. Mais l'AP ne peut pas jouer le rôle de la malheureuse victime...

Ce qui rend la particularité du « deal du siècle » si dangereuse, est le fait que l'on ne peut absolument pas faire confiance à l'AP. Celle-ci a bien joué, et depuis longtemps, le rôle qui lui a été assigné par Israël et les États-Unis. La politique de l'AP a servi de relais local pour soumettre les Palestiniens, s'opposer à leurs protestations et assurer la disparition de toute initiative politique qui ne tourne pas autour de la glorification d'Abbas et de ses seconds couteaux.

Ce n'est guère une réussite de voir qu'une grande partie de la politique extérieure de l'AP a été investie ces dernières années dans l'isolement économique et politique complet de Gaza déjà appauvrie et sous blocus, plutôt que d'unifier le peuple palestinien autour d'une lutte collective pour mettre fin à l'horrible occupation israélienne.

Pour les responsables de l'AP, dénoncer le « deal du siècle » comme une violation des droits des Palestiniens - alors qu'ils n'ont pas fait grand chose pour faire en premier lieu respecter ces droits

- c'est la définition même de l'hypocrisie. Il n'est pas étonnant que Kushner puisse s'imaginer que les États-Unis vont simplement acheter les Palestiniens avec de l'argent dans un « deal » du genre « prends l'oseille et tire-toi », comme le dit si bien Robert Fisk.

Que peut faire l'AP maintenant ? Elle est piégée par sa propre imprudence. D'une part, le bailleur de fonds de l'AP à Washington DC a fermé les robinets, et d'autre part le peuple palestinien a perdu le dernier iota de respect envers son soi-disant « leadership ».

Le « deal du siècle » de Trump peut par inadvertance mélanger les cartes menant à une « redistribution des rôles entre toutes les autres parties impliquées », comme le soutient Anders Persson. Une option possible pour le peuple palestinien est la reprise et le développement du modèle de mobilisation populaire qui est apparu à la barrière entre Gaza et Israël depuis de nombreuses semaines.

La fin du partenariat US/AP et la destruction imminente du *statu quo* pourraient être l'occasion attendue pour le peuple palestinien pour libérer ses forces à travers la mobilisation de masse et la résistance populaire en Palestine même, le tout lié à un rôle actif des communautés palestiniennes dans la diaspora.

(Chronique de Palestine, 4 juillet 2018. Photos : Anadolu Agency, Maan News, S. Hatem)



### Développements dans les relations intercoréennes et RPDC-États-Unis

## Les États-Unis doivent prendre des mesures pour réaliser la paix avec la RPDC comme première étape



**Sommet RPDC- États-Unis, entre le président de la Commission des affaires d'État de la RPDC, Kim Jong Un, et le président des États-Unis, Donald Trump, à Singapour, le 12 juin 2018.**

Les 6 et 7 juillet 2018, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo s'est rendu en République populaire démocratique de Corée (RPDC) pour tenir des pourparlers bilatéraux de haut niveau en tant que suivi du Sommet historique du 12 juin RPDC-États-Unis tenu à Singapour entre Kim Jong Un, le président de la Commission des affaires d'État de la RPDC et Donald Trump, le

président des États-Unis. Cette toute première rencontre entre les dirigeants des deux pays a produit une déclaration commune qui reflète l'esprit de réconciliation entre les deux dirigeants et leur désir de travailler ensemble dans une direction nouvelle et positive, mettant le passé de côté, et de coopérer l'un avec l'autre pour réaliser pleinement la dénucléarisation de la péninsule coréenne et la paix. La Fédération coréenne au Canada a informé *Le Marxiste-Léniniste* que Kim Jong Un a même accepté la requête de dernière minute du président Trump de rapatrier les restes des soldats américains tués ou disparus au combat pendant la Guerre de Corée.

La RPDC a donc été consternée de voir que Mike Pompeo, le négociateur en chef des États-Unis, a tenté de prendre de court la RPDC en ne se présentant pas avec des propositions constructives, mais avec la demande arrogante que la RPDC accepte la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible (DCVI) de son programme de missiles balistiques nucléaires. Avant que ne débutent les pourparlers, Kim Yong Chol, vice-président du Comité central du Parti des travailleurs de Corée et négociateur en chef pour la RPDC, a remis à Pompeo une lettre de Kim Jong Un adressée au président des États-Unis dans laquelle il exprime son espoir et son attente que les relations positives, établies lors du sommet qui les a réunis à Singapour, vont se poursuivre lors des pourparlers de haut niveau et dans l'avenir. Les actions de la partie américaine à Pyongyang ont fait tout le contraire.



Dans le contexte de sa déception face aux résultats des négociations, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC a émis une déclaration où il souligne que la RPDC a abordé la discussion avec la partie américaine avec des propositions concrètes qui reflétaient l'esprit du Sommet RPDC-États-Unis de Singapour. Elle a proposé de faire différentes « actions simultanées » conjointement avec les États-Unis, comme des échanges multilatéraux entre les deux pays et l'émission d'une déclaration publique à l'occasion du 65e anniversaire de l'Accord d'armistice coréen pour enfin mettre fin à la Guerre de Corée. En plus, la RPDC a proposé de démanteler son site d'essais de moteurs de missiles de forte poussée et de vérifier sa suspension de la fabrication de missiles balistiques intercontinentaux et d'aller de l'avant dans l'application de son engagement de travailler avec les États-Unis au rapatriement des restes des soldats américains laissés par la Guerre de Corée.

On doit noter que même avant le Sommet de Singapour, lequel n'aurait jamais eu lieu sans les efforts soutenus de la diplomatie nord-coréenne car Trump avait annoncé unilatéralement son annulation en mai, la RPDC avait démontré sa détermination à travailler à la paix sur la péninsule coréenne et sa bonne volonté envers les États-Unis en suspendant ses essais de missiles nucléaires et en faisant exploser publiquement son site de tests de missiles nucléaires de Punggye-ri le 24 mai.

Dans une des ses remarques aux médias à Singapour, le président Kim Jong Un a appelé à mettre de côté les dogmes du passé qui avaient entravé les relations entre les États-Unis et la RPDC et à adopter une nouvelle façon de penser afin que la réconciliation et la paix entre les deux parties puissent être réalisées. Les deux premiers points de la déclaration en quatre points du Sommet de Singapour indiquent d'ailleurs clairement que les États-Unis et la RPDC prendront des mesures qui mèneront à la signature d'un traité de paix entre les États-Unis et la RPDC en tant que pierre angulaire d'une nouvelle relation entre les États-Unis et la RPDC et fondement de mesures de portée encore plus grande pour garantir une paix durable sur la péninsule coréenne.



1. La RPDC et les États-Unis ont décidé d'établir des relations nouvelles entre les deux pays conformément à l'aspiration des deux peuples à la paix et à la prospérité ; et
2. La RPDC et les États-Unis conjugueront leurs efforts pour instaurer un système de paix permanent et durable dans la péninsule coréenne.

La présentation par les États-Unis à la RPDC de ce qui constitue un ultimatum lors des premiers pourparlers de haut niveau depuis le Sommet de Singapour est donc non seulement contraire à l'esprit du Sommet RPDC-États-Unis, mais elle va dans la direction opposée. Elle continue la politique de la guerre froide basée sur des dogmes du passé et elle continue la vieille politique de faire pression sur la RPDC qui a échouée. Elle est vouée à l'échec comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères de la RPDC.



C'est la RPDC qui a démontré son engagement et sa détermination à réaliser la paix sur la péninsule coréenne, pour le bien du peuple coréen et de toute l'humanité et comme une question de principe. De son côté, la Corée du sud désire elle aussi que les États-Unis mettent fin formellement aux hostilités et signent un traité de paix. Lors du quatrième sommet entre le président Moon Jae-in et le président Trump à Washington en mai dernier, le président Moon n'avait qu'un seul point à l'ordre du jour soit la paix sur la péninsule coréenne et l'espoir que les États-Unis examineront la question de la signature d'un traité de paix avec la RPDC pour mettre fin à la Guerre de Corée lors du 65e anniversaire de l'Accord d'armistice coréen le 27 juillet 2018.

Les États-Unis semblent avoir autre chose que la paix comme ordre du jour. L'époque nous appelle à briser avec la vieille politique de la force, des menaces et de la terreur contre les aspirations des nations et des peuples qui luttent pour s'affirmer et réaliser la paix.

*Le Marxiste-Léniniste* lance l'appel au peuple canadien à appuyer de tout coeur l'effort de la RPDC, en tant que position de principe, de réaliser une paix permanente sur la péninsule coréenne en demandant que les États-Unis respectent l'esprit et la lettre du Sommet RPDC-États-Unis et prennent des mesures qui mènent à un traité de paix qui va remplacer l'Accord d'armistice et ouvrir la voie à une paix permanente sur la péninsule coréenne.

---

## **Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC sur les pourparlers de haut niveau**

Le 7 juillet, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a émis la déclaration qui suit à propos de la visite du secrétaire du Département d'État américain, Mike Pompeo, qui s'est rendu à Pyongyang pour des pourparlers bilatéraux de haut niveau les 6 et 7 juillet, faisant suite au Sommet historique RPDC-États-Unis tenu le 12 juin à Singapour entre Kim Jong Un, dirigeant de la RPDC et Donald Trump, président des États-Unis :

« À la suite du premier sommet et des pourparlers historiques entre la RPDC et les États-Unis, la communauté internationale a concentré ses attentes et son attention sur les pourparlers bilatéraux de haut niveau visant à mettre en oeuvre la déclaration commune des pourparlers du sommet.

La RPDC s'attendait à ce que la partie américaine présente une proposition constructive, susceptible de renforcer la confiance, conformément à l'esprit de la rencontre et des pourparlers au sommet, et pensait faire quelque chose de comparable.

Cependant, l'attitude et la position des États-Unis lors des premiers pourparlers de haut niveau des 6 et 7 juillet ont été des plus regrettables.

La RPDC, lors des pourparlers, a présenté des propositions constructives pour une mise en oeuvre équilibrée de toutes les dispositions de la déclaration commune, fidèle à sa volonté inébranlable de mettre fidèlement en oeuvre l'esprit et les points convenus lors de la rencontre et des pourparlers au sommet.

Elle a proposé de discuter de l'organisation simultanée d'actions de vaste portée comme la réalisation d'échanges multilatéraux pour améliorer les relations, la publication d'une déclaration sur la fin de la guerre à l'occasion du 65<sup>e</sup> anniversaire de la conclusion de l'Accord d'armistice coréen comme première étape de la création d'un mécanisme de paix sur la péninsule coréenne, le démantèlement du site d'essai des moteurs à forte poussée pour effectuer une vérification physique de la suspension de la fabrication des missiles balistiques intercontinentaux dans le cadre des mesures de dénucléarisation et le début le plus tôt possible des négociations au niveau opérationnel pour récupérer les restes des prisonniers de guerre et de ceux disparus au combat.

Avant les pourparlers, Kim Yong Chol, vice-président du Comité central du Parti des travailleurs de Corée, qui était également le délégué en chef de la RPDC pour les pourparlers, a remis, sur autorisation, au secrétaire d'État Pompeo, qui était le délégué en chef des États-Unis, une lettre personnelle de Kim Jong Un, président de la Commission des affaires d'État de la RPDC, adressée au président Trump des États-Unis.

Dans la lettre, le président a exprimé ses attentes et sa conviction que les bonnes relations amicales établies avec le président Trump durant le sommet et les pourparlers de Singapour et sa confiance dans ce dernier seraient consolidées dans le cours des dialogues futurs qui incluent les présents pourparlers de haut niveau.

La partie américaine, cependant, n'a présenté que des demandes de dénucléarisation unilatérale dignes de gangsters, parlant uniquement de DCVI (dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible), une déclaration et une vérification contraires à l'esprit de la rencontre et des pourparlers au sommet de Singapour.

La partie américaine, sans mentionner la question de l'instauration d'un régime de paix sur la péninsule coréenne qui est essentielle pour éviter l'aggravation de la situation et la guerre, a même pris l'attitude de revenir sur la question déjà acceptée de déclarer la fin de la guerre, tout en y mettant certaines conditions et faisant certaines excuses.

En ce qui concerne la question d'annoncer le plus tôt possible par une déclaration la fin de la guerre, cela demeure la première étape pour désamorcer la tension et instaurer un mécanisme de paix durable sur la péninsule coréenne et, en même temps, le facteur premier pour établir la confiance entre la RPDC et les États-Unis. Cette question est également mentionnée dans la Déclaration de Panmunjom adoptée entre le nord et le sud de la Corée comme une tâche historique pour mettre fin à l'état de guerre qui persiste sur la péninsule coréenne depuis près de 70 ans, et le président Trump avait démontré plus d'enthousiasme sur cette question lors des pourparlers au sommet entre la RPDC et les États-Unis.

Les points sur lesquels la partie américaine a insisté lors des pourparlers sont la pierre d'achoppement à laquelle les administrations précédentes se sont accrochées, ce qui a perturbé le processus de dialogue, alimenté la méfiance et augmenté le danger de guerre.

La partie américaine, durant les pourparlers, a considéré comme une grande concession l'annulation temporaire d'un ou deux exercices militaires conjoints. Mais la suspension d'une telle action qui est une répétition militaire est une mesure hautement réversible qui peut être reprise à tout moment, n'importe quand, puisque toutes ses forces militaires demeurent à leurs positions sans qu'un seul fusil ne soit détruit. Ce geste n'est en rien comparable à la mesure irréversible que la RPDC a prise en faisant exploser et en détruisant son site d'essais nucléaires.

Les résultats des pourparlers ne peuvent qu'être considérés comme étant extrêmement préoccupants.

Nous avons pensé que la partie américaine présenterait une proposition constructive conforme à l'esprit de la rencontre et des pourparlers au sommet entre la RPDC et les États-Unis, mais nos attentes et nos espoirs étaient si naïfs qu'on pourrait les dire insensés.

Les moyens obsolètes ne peuvent jamais créer de nouvelles choses, et s'en tenir à un stéréotype futile qui est voué à l'échec ne fera qu'aboutir à un autre échec.

Cet accord précieux a été conclu en si peu de temps lors des pourparlers au sommet de Singapour, le premier dans l'histoire des relations entre la RPDC et les États-Unis, parce que le président Trump lui-même a suggéré d'adopter une nouvelle façon de résoudre les questions liées aux relations bilatérales et à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Si les deux parties reviennent à l'ancienne façon en abandonnant la nouvelle manière convenue lors des rencontres de travail lors du sommet, le sommet de Singapour aura perdu tout son sens, une réunion historique qui a eu lieu grâce à la détermination et à la volonté des deux hauts dirigeants de façonner un nouvel avenir dans l'intérêt des peuples des deux pays et pour la paix et la sécurité du monde.

Les premiers pourparlers de haut niveau entre la RPDC et les États-Unis nous ont menés dans une situation dangereuse où nous risquons d'être ébranlés dans notre volonté jadis inébranlable de dénucléarisation, plutôt que de consolider la confiance entre les deux pays.

Au cours des derniers mois, nous avons pris des mesures bien intentionnées, dans toute la mesure du possible et en étant les premiers à le faire, tout en observant les États-Unis avec un maximum de patience.

Mais les États-Unis semblent avoir mal compris notre bonne volonté et notre patience.

Ils sont fondamentalement dans l'erreur de penser que la RPDC accepterait, même à bout de patience, des exigences reflétant leur mentalité de gangster.

Une manière plus rapide d'arriver à la dénucléarisation de la péninsule coréenne est d'éliminer la méfiance profonde et de renforcer la confiance entre la RPDC et les États-Unis. À cette fin, les deux parties devraient être suffisamment audacieuses pour se libérer des vieilles méthodes qui n'ont abouti qu'à l'échec, adopter une approche nouvelle qui n'est jamais liée par les approches existantes et résoudre les problèmes un par un en commençant par ceux qui sont réalisables selon le principe des actions simultanées tout en donnant la priorité au renforcement de la confiance.

Mais si les États-Unis sont si anxieux qu'ils tentent de nous imposer les anciennes méthodes utilisées par les administrations précédentes, cela ne servira en rien à résoudre les problèmes.



Si, en dépit de notre volonté, une situation objective n'est pas créée en faveur de la dénucléarisation, cela contribuerait à gâcher le développement des relations bilatérales qui a connu un bon début.

Si un vent contraire commence à souffler, cela décevra grandement la communauté internationale désireuse de paix et de sécurité mondiales ainsi que la RPDC et les États-Unis et si cela devait arriver, les deux parties tenteront probablement de faire des choix différents et il n'y a aucune garantie que cela ne conduira pas à une tragédie.

Nous chérissons toujours notre confiance envers le président Trump.

Il est conseillé aux États-Unis de se demander sérieusement si le fait de tolérer un vent contraire à la volonté des deux hauts dirigeants est conforme aux aspirations et aux attentes des peuples du monde ainsi qu'à leurs intérêts.

(Source : ACN)

---

## Évolution positive des relations intercoréennes



**Rencontre à Panmunjom, le 27 avril 2018, durant laquelle fut signée la déclaration historique entre Kim Jong Un, président de la Commission des affaires d'État de la RPDC et Moon Jae-in, président de la RDC.**

Les relations intercoréennes ont fait des progrès spectaculaires avec des mesures concrètes prises par les deux parties dans la mise en oeuvre de la Déclaration historique de Panmunjom du 27 avril signée par Kim Jong Un, président de la Commission des affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et le président de la République de Corée (RDC) Moon Jae-in. La Déclaration de Panmunjom est le plan pour développer et renforcer les relations intercoréennes dans un certain nombre de domaines clés sous la bannière « Par la nation elle-même ».

## **Relations économiques**

Les négociations de haut niveau entre Cho Myung-gyon (RDC) négociateur principal de la RDC et RI Song Gyon, négociateur principal pour la RPDC, le 1er juin, ont mené à la décision de « mettre en place à une date rapprochée un bureau de liaison conjoint dans le complexe industriel Kaesong, doté de fonctionnaires permanents et d'élaborer les mesures techniques pour se faire. » Le complexe industriel de Kaesong a été créé en 2004 pour faciliter une collaboration économique très fructueuse entre la RPDC et la RDC. Onze entreprises des domaines de la céramique, du textile, de la technologie, des biens de ménage et d'autres produits de la RDC ont établi des usines à Kaesong qui ont embauché des travailleurs de la RPDC afin de fabriquer des marchandises pour les marchés coréens et étrangers. À la fin, plus de 170 entreprises de la RDC étaient impliquées. Ce projet a été en 2013 abandonné unilatéralement par le régime anticommuniste de Park Gyeun-hye dans le sud du pays, à la grande consternation du peuple coréen qui l'a finalement évincé du pouvoir en 2016.

## **Foresterie**

Le 5 juillet, des pourparlers ont eu lieu à la Maison de la paix, au sud de Panmunjom, sur la coopération nord-sud en matière de foresterie. Il a été décidé que la RPDC et la RDC travailleraient ensemble pour gérer les forêts à proximité de la zone démilitarisée (DMZ) qui divise la Corée et s'attaquer au problème des insectes et des ravageurs qui affectent l'industrie forestière. On espère que cela mènera à d'autres projets tels que la reforestation.

## **Transports et communications**

Le 26 juin, des représentants de la RPDC et de la RDC se sont rencontrés pour discuter de la mise à niveau et de l'établissement de liaisons ferroviaires afin de faciliter le commerce et le tourisme intercoréen. Dans la période précédente de relations intercoréennes positives déclenchée par la Déclaration Nord-Sud du 15 juin 2000, un service ferroviaire de marchandises a commencé entre le sud et le nord pour alimenter le complexe industriel de Kaesong et transporter les produits finis vers le sud.

Le 28 juin, des pourparlers ont eu lieu sur le transport routier et les deux parties ont convenu de travailler ensemble pour moderniser les routes sur la côte est et ouest de la RPDC et établir des liaisons routières avec la RDC pour faciliter le commerce et le tourisme.

## **Affaires militaires**

Il a également été décidé le 2 juillet de rétablir la communication radio navire-navire qui était inactive depuis une décennie afin d'éviter les affrontements accidentels entre navires de la RPDC et de la RDC autour de la ligne de délimitation septentrionale (NLL) de la mer (Jaune) à l'ouest qui est la frontière maritime entre le nord et le sud.

Plus important encore, la RDC a annoncé le 11 juillet qu'elle suspendait ses exercices militaires, y compris les exercices et manœuvres militaires Ulchi Freedom Guardian en août.

Plus tôt le 4 mai, le gouvernement de la RDC a suspendu la pratique consistant à lancer des ballons provocateurs et des campagnes de dépliants contre la RPDC et a retiré les haut-parleurs qui projetaient des messages anti-RPDC dans la zone démilitarisée.

Plusieurs réunions ont déjà eu lieu entre des représentants de l'armée de la RPDC et de la RDC pour établir des relations de travail.

## Sports et culture

Le 18 juin, des discussions sur les sports ont eu lieu à la Maison de la Paix du côté sud-coréen de Panmunjom. Selon le communiqué de presse commun à la suite des pourparlers, deux points ont été mis à l'ordre du jour pour la coopération et l'échange dans le domaine du sport. Il a été décidé que des « matches de basketball d'unification intercoréenne » se tiendront à Pyongyang en juillet et à Séoul en août.

À la suite de cette décision, une équipe de 100 joueurs de basketball masculins et féminins de la RDC et 50 autres entraîneurs et membres du personnel de soutien se sont déplacés du 4 au 7 juillet pour une série de parties amicales à Pyongyang. Les parties ont été jouées entre des équipes de joueurs mixtes du sud et du nord qui ont été nommées équipes « Paix » et « Prospérité ».

Les dates retenues étaient importantes car le 4 juillet 1972, le premier accord historique signé entre la RPDC et la RDC établissait les principes selon lesquels le peuple coréen pouvait réaliser la réunification pacifique et indépendante de son pays divisé - c'est-à-dire que la réunification serait réalisée de manière indépendante, pacifique, grâce à sa propre unité politique qui mettra de côté tous les différends.

Il a également été décidé qu'une équipe coréenne unifiée composée d'athlètes de la RPDC et de la RDC participera aux Jeux asiatiques qui se tiendront à Jakarta et à Palembang, en Indonésie, en août de cette année.

## Réunification familiale

Le 22 juin, la Croix-Rouge de la RDC et de la RPDC se sont rencontrées au mont Kumgang en RPDC pour discuter du rétablissement des réunions de réunification familiale qui rassembleraient les familles coréennes séparées par la guerre de Corée. La réunion aura lieu au cours de la semaine du 15 août au mont Kumgang à l'occasion du 73e anniversaire de la libération de la Corée de l'occupation japonaise. Depuis son début en 2000, quelque 23 000 Coréens ont eu l'occasion de se rencontrer en face à face avec les membres de leur famille ou via un lien vidéo.



Lors des pourparlers intergouvernementaux tenus par le ministre Cho Myung-gyon et Kim Yong-chol, vice-président du Parti des travailleurs de Corée le 5 juillet à Pyongyang, les deux parties se sont engagées à travailler plus étroitement pour accélérer, renforcer et approfondir les relations coréennes et prendre des mesures concrètes pour appliquer la Déclaration de Panmunjom.

Ces développements sont essentiels à la création des conditions propices à la paix et à la réunification sur la péninsule coréenne. L'obtention de résultats positifs est cruciale pour que le peuple coréen puisse déterminer sa propre sécurité et prospérité collectives et ses efforts pour assurer la paix sur la péninsule coréenne. Ces développements tiennent en échec les États-Unis et leurs partenaires au sein de la coalition de l'ONU qui veulent garder le peuple coréen divisé.

(Sources : *Hankyoreh* et *KCNA* )



# **Les travailleurs prennent les devants dans l'application de la Déclaration de Panmunjom et la lutte pour la paix**

Le 18 juin, le Comité central de la Fédération générale des syndicats de Corée en République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la Fédération des syndicats et la Confédération des syndicats de la République de Corée (RDC) ont émis une déclaration commune à l'occasion du 18e anniversaire de l'historique Déclaration commune nord-sud de 2000.

La déclaration commune exprime son appui entier à la Déclaration commune du 15 juin 2000 de même qu'à l'Accord conjoint du 4 octobre 2007 et à la Déclaration commune de Panmunjom du 27 avril 2017, qui sont toutes des ententes historiques et des jalons vers la réalisation de la paix, de l'indépendance et de la réunification sur la péninsule coréenne par le peuple coréen lui-même qui prend en main son projet moderne d'édification nationale.

La déclaration commune des travailleurs coréens affirme le rôle dirigeant des travailleurs dans le mouvement pour la paix et exprime l'unité combattante des travailleurs du nord et du sud pour remplacer l'Accord d'armistice coréen de 1953 par un traité de paix signé par les États-Unis et la RPDC, lequel contribuera immédiatement à une paix permanente sur la péninsule coréenne.

Les travailleurs de la péninsule coréenne y déclarent qu'ils vont « faire de leur mieux pour réaliser la tâche historique à laquelle fait face notre nation...qui en est à un point tournant après 73 années de division ».

Ils terminent la déclaration en affirmant ce qui suit :

« Les travailleurs du nord et du sud mèneront toutes leurs activités strictement dans l'esprit de Par notre nation même et selon le principe de l'indépendance nationale et vont se tenir aux premières lignes de la lutte pour rejeter de façon décisive la domination et l'ingérence de forces extérieures qui entravent la paix et la réunification.

« Ils lutteront de façon résolue contre toute tentative de porter atteinte à la Déclaration de Panmunjom et ils feront tout ce qu'ils peuvent pour mettre en oeuvre sans relâche la déclaration. »

*(Source : Agence centrale de nouvelles coréenne)*



---

## **La base militaire de Séoul déménagée à Pyeongtaek**

Les forces armées des États-Unis en Corée vont déménager leurs quartiers généraux militaires de Yongsan à Séoul, la capitale de la République de Corée (RDC) au Camp Humphreys qui est situé à Pyeongtaek à environ 80 kilomètres au sud de Séoul. Le 29 juin 2018, les forces armées des États-Unis en Corée ont organisé une cérémonie d'ouverture à Camp Humphreys pour marquer le transfert. Celui-ci est en préparation depuis 2004, quand les discussions ont débuté sur la prise de possession par la RDC du contrôle militaire opérationnel (OPCON) en temps de guerre. L'OPCON est présentement entre les mains des forces armées américaines en Corée et non du gouvernement coréen, ce qui fait qu'en cas de guerre, les troupes de la RDC seraient placées sous le diktat des forces armées américaines.



**Manifestation à Séoul pour la paix sur la péninsule coréenne au moment de la visite de Trump, le 5 novembre 2017**

Le transfert du personnel militaire américain de Yongsan à Pyeongtaek doit être examiné à la lumière du contexte de l'occupation militaire américaine de la Corée du sud. La présence continue de presque 30 000 soldats américains en Corée du sud aujourd'hui, dans 80 bases et installations militaires, armés jusqu'aux dents des armes les plus récentes, est un résultat du Traité de défense mutuel entre les États-Unis et la Corée du sud que les États-Unis ont imposé à la RDC le 1er octobre 1953. Non seulement était-ce une violation de l'Accord d'armistice coréen du 27 juillet 1953, mais cela voulait dire que les forces armées américaines resteraient sur la péninsule coréenne à perpétuité après la Guerre de Corée, à moins que la question ne soit « discutée mutuellement ».



**Manifestation des étudiants en 2005 contre la présence des troupes américaines au camp Humphries près de Pyeongtaek et les plans d'accroître le nombre de troupes**

La présence de la base militaire de Yongsan au coeur de Séoul était un rappel constant de la domination militaire des États-Unis sur le peuple coréen. Au fil des ans, les activistes antiguerre de la RDC ont tenu des manifestations à Séoul, sur l'île de Jeju et dans d'autres endroits, dont Pyeongtaek, pour mettre en lumière ce traité inégal et coûteux, pour réclamer le retrait des troupes américaines de la RDC et pour dénoncer les crimes continuels commis par le personnel militaire américain qui se compte par dizaines de milliers depuis la Guerre de Corée et qui sont restés

impunis. Ces crimes comprennent notamment des meurtres, des viols, le trafic de la drogue, le trafic des personnes

L'Accord sur le statut des forces (SOFA) entre la RDC et les États-Unis, signé en 1967, fait en sorte que, sauf en de rares exceptions, les soldats américains accusés de ces crimes sont jugés par les tribunaux militaires américains et s'en tirent souvent avec des sentences légères. Cela encourage la perpétration d'autres crimes de la sorte. Il y a même un cas où une femme canadienne de descendance coréenne a été violée en février 2017 à Busan par un soldat américain en congé de la base militaire de Pyeongtaek. Cette affaire a été remise dans les mains des forces armées américaines et non des autorités coréennes.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir en mai 2017, le gouvernement de Moon Jae-in de RDC a entrepris de nouvelles discussions avec les États-Unis dans le but de prendre le contrôle du commandement opérationnel (OPCON). Dans un discours prononcé le 28 septembre 2017, qui est le Jour des forces armées en RDC, le président Moon a dit : « La remise du contrôle sur la base de nos capacités de défense indépendantes va mener ultimement à une avancée remarquable dans les principes fondamentaux et les capacités de nos forces armées. » Le Parti démocratique du président Moon, qui a fait des gains importants aux élections aux postes de gouverneurs, de maires et d'autres élus municipaux le 13 juin, lutte pour prendre le contrôle de l'OPCON comme un geste de souveraineté de la RDC et de son peuple. La Garnison militaire de Yongsan a été construite quand le Japon a annexé et occupé la Corée de 1910 à 1945. Après que les peuples coréen, chinois et d'Asie du sud-est ont défait les impérialistes japonais pendant la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont pris le contrôle de la base de Yongsan en 1945 et l'ont utilisée comme quartier général. En 1992, une partie des 297 000 mètres carrés de terrain sur lequel est situé le camp ont été donnés à la ville de Séoul et transformés en parc familial et ont servi de site au Musée de la Corée. La ville de Séoul veut transformer le reste du site en espace vert dans l'avenir.

*(Source : Hankyoreh, Stars and Stripes)*



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**